
UNIVERSAL POSTAL UNION.

CONVENTION OF PARIS.

JUNE, 1878.

This convention, as signed, was in the French language only. The English translation has been added in Washington.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

UNION POSTALE UNIVERSELLE
CONCLU ENTRE L'ALLEMAGNE,
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
L'AUTRICHE-HONGRIE, LA BEL-
GIQUE, LE BRÉSIL, LE DANE-
MARK ET LES COLONIES DAN-
OISES, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE
ET LES COLONIES ESPAGNOLES,
LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉ-
RIQUE DU NORD, LA FRANCE ET
LES COLONIES FRANÇAISES, LA
GRANDE-BRETAGNE ET DIVER-
SES COLONIES ANGLAISES, L'IN-
DE BRITANNIQUE, LE CANADA,
LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON,
LE LUXEMBOURG, LE MEXIQUE,
LE MONTÉNÉGRO, LE NORVÈGE,
LES PAYS-BAS ET LES COLONIES
NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA
PERSE, LE PORTUGAL ET LES
COLONIES PORTUGAISES, LA
ROUMANIE, LA RUSSIE, LA SER-
BIE, LE SALVADOR, LA SUÈDE,
LA SUISSE ET LA TURQUIE.

CONVENTION.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Congrès à Paris, en vertu de l'article 18 du Traité constitutif de l'Union générale des Postes, conclu à Berne le 9 octobre 1874, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, révisé ledit Traité, conformément aux dispositions suivantes :

Universal Postal Union concluded between Germany, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Brazil, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, Spain and the Spanish Colonies, the United States of North America, France and the French Colonies, Great Britain and certain British Colonies, British India, Canada, Greece, Italy, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Salvador, Sweden, Switzerland, and Turkey.

CONVENTION.

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries above enumerated, being assembled in Congress at Paris, by virtue of Article 18 of the Treaty constituting the General Postal Union, concluded at Berne on the 9th of October, 1874, have, by mutual agreement, and subject to ratification, revised the said Treaty, conformably to the following stipulations:

ARTICLE PREMIER.

Les pays entre lesquels est conclue la présente Convention, ainsi que ceux qui y adhéreront ultérieurement, forment, sous la dénomination d'*Union postale universelle*, un seul territoire postal pour l'échange réciproque des correspondances entre leurs bureaux de poste.

ARTICLE 2.

Les dispositions de cette Convention s'étendent aux lettres, aux cartes postales, aux imprimés de toute nature, aux papiers d'affaires et aux échantillons de marchandises, originaires de l'un des pays de l'Union et à destination d'un autre de ces pays. Elles s'appliquent également, quant au parcours dans le ressort de l'Union, à l'échange postal des objets ci-dessus entre les pays de l'Union et les pays étrangers à l'Union, toutes les fois que cet échange emprunte les services de deux des Parties contractantes, au moins.

ARTICLE 3.

Les administrations des postes des pays limitrophes ou aptes à correspondre directement entre eux, sans emprunter l'intermédiaire des services d'une tierce administration, déterminent, d'un commun accord, les conditions du transport de leurs dépêches réciproques à travers la frontière ou d'une frontière à l'autre.

A moins d'arrangement contraire, on considère comme services tiers les transports maritimes effectués directement entre deux pays, au moyen de paquebots ou bâtiments dépendant de l'un d'eux, et ces transports, de même que ceux effectués entre deux bureaux d'un même pays, par l'intermédiaire de services maritimes ou territoriaux dépendant d'un autre pays, sont régis par les dispositions de l'article suivant.

ARTICLE 1.

The countries between which the present Convention is concluded, as well as those which may join it hereafter, form, under the title of *Universal Postal Union*, a single postal territory for the reciprocal exchange of correspondence between their post-offices.

ARTICLE 2.

The stipulations of this Convention extend to letters, post-cards, printed matter of all kinds, commercial documents and samples of merchandise, originating in one of the countries of the Union and intended for another of those countries. They also apply, so far as regards conveyance within the Union, to the exchange by mail of the articles above mentioned between the countries of the Union and countries foreign to the Union, whenever that exchange makes use of the services of two of the contracting parties at least.

ARTICLE 3.

The Postal Administrations of neighboring countries, or countries able to correspond directly with each other without using the intermediary of the services of a third Administration, determine, by mutual agreement, the conditions of the conveyance of their reciprocal mails across the frontier, or from one frontier to the other.

Unless there be a contrary arrangement, the direct sea conveyance performed between two countries by means of packets or vessels depending upon one of them, shall be considered as a third service; and such conveyance, as well as any performed between two offices of the same country, by the intermediary of maritime or territorial services maintained by another country, is regulated by the stipulations of the following Article.

ARTICLE 4.

La liberté du transit est garantie dans le territoire entier de l'Union.

En conséquence, les diverses administrations postales de l'Union peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service postal.

Les correspondances échangées, soit à découvert, soit en dépêches closes, entre deux administrations de l'Union, au moyen des services d'une ou de plusieurs autres administrations de l'Union, sont soumises, au profit de chacun des pays traversés ou dont les services participent au transport, aux frais de transit suivants, savoir :

1° Pour les parcours territoriaux, 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 25 centimes par kilogramme d'autres objets ;

2° Pour les parcours maritimes, 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales, et 1 franc par kilogramme d'autres objets.

Il est toutefois entendu :

1° Que partout où le transit est déjà actuellement gratuit ou soumis à des conditions plus avantageuses, ce régime est maintenu, sauf dans le cas prévu à l'alinéa 3° ci-après ;

2° Que partout où les frais de transit maritime sont fixés jusqu'à présent à 6 fr. 50 cent. par kilogramme de lettres ou cartes postales, ces frais sont réduits à 5 francs ;

3° Que tout parcours maritime n'excédant pas 300 milles marins est gratuit, si l'administration intéressée a déjà droit, du chef des dépêches ou correspondances bénéficiant de ce parcours, à la rémunération afférente au transit territorial ; dans le cas contraire, il est rétribué à raison de 2 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 25 centimes par kilogramme d'autres objets :

ARTICLE 4.

The right of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union.

Consequently, the several Postal Administrations of the Union may send reciprocally through the intermediary of one or of several of them, as well closed mails as correspondence in open mails, according to the requirements of trade and the convenience of the postal service.

The correspondence exchanged, whether in open or in closed mails, between two Administrations of the Union, by means of the services of one or of several other Administrations of the Union, is subject to the following transit charges, to be paid to each of the countries traversed, or whose services participate in the conveyance, viz :

1st. For territorial conveyance, 2 francs per kilogramme of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogramme of other articles ;

2d. For sea conveyance, 15 francs per kilogramme of letters or post-cards, and 1 franc per kilogramme of other articles.

It is, however, understood—

1st. That wherever the transit is already gratuitous at present, or subject to more advantageous conditions, such condition is maintained, except in the case provided for in paragraph 3, following ;

2d. That wherever the rate of sea-transit has hitherto been fixed at 6 francs 50 centimes per kilogramme of letters or post-cards, such rate is reduced to 5 francs ;

3d. That every sea conveyance not exceeding 300 nautical miles is gratuitous if the administration concerned is already entitled, on account of mails or correspondence benefiting by this conveyance, to the remuneration applicable to the territorial transit ; in the contrary case, payment is made at the rate of 2 francs per kilogramme of letters or post-cards, and 25 centimes per kilogramme of other articles ;

4° Que, en cas de transport maritime effectué par deux ou plusieurs administrations, les frais du parcours total ne peuvent dépasser 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et 1 franc par kilogramme d'autres objets; ces frais, le cas échéant, sont répartis entre ces administrations au prorata des distances parcourues, sans préjudice aux arrangements différents entre les parties intéressées;

5° Que les prix spécifiés au présent article ne s'appliquent, ni aux transports au moyen de services dépendant d'administrations étrangères à l'Union, ni aux transports dans l'Union au moyen de services extraordinaires spécialement créés ou entretenus par une administration, soit dans l'intérêt, soit sur la demande d'une ou de plusieurs autres administrations. Les conditions de ces deux catégories de transports sont réglées de gré à gré entre les administrations intéressées.

Les frais de transit sont à la charge de l'administration du pays d'origine.

Le décompte général de ces frais a lieu sur la base de relevés établis tous les deux ans, pendant un mois à déterminer dans le règlement d'exécution prévu par l'article 14 ci-après.

Sont exempts de tous frais de transit territorial ou maritime, la correspondance des administrations postales entre elles, les objets réexpédiés ou mal dirigés, les rebuts, les avis de réception, les mandats de poste ou avis d'émission de mandats, et tous autres documents relatifs au service postal.

ARTICLE 5.

Les taxes pour le transport des envois postaux dans toute l'étendue de l'Union, y compris leur remise au domicile des destinataires dans les pays de l'Union où le service de

4th. That in the case of sea-conveyance effected by two or more Administrations, the expenses of the entire transportation cannot exceed 15 francs per kilogramme of letters or post-cards, and 1 franc per kilogramme of other articles. These expenses are in such case shared between the Administrations *pro rata* for the distances traversed, without prejudice to other arrangements between the parties interested;

5th. That the rates specified in the present article do not apply either to conveyance by means of services depending upon Administrations foreign to the Union, or to conveyance within the Union by means of extraordinary services specially established or maintained by one Administration in the interest or at the request of one or several other Administrations. The conditions of these two categories of conveyance are regulated by mutual agreement between the Administrations interested.

The expenses of transit are borne by the Administration of the country of origin.

The general settlement of these expenses takes place on the basis of statements prepared every two years, during a month to be determined on in the Regulation of Execution referred to in Article 14 hereafter.

The correspondence of the Postal Administrations with each other, articles reforwarded or missent, undeliverable articles, acknowledgments of delivery, post-office money-orders or advices of the issue of orders, and all other documents relative to the postal service, are exempt from all transit charges, whether territorial or maritime.

ARTICLE 5.

The rates of postage for the conveyance of postal articles throughout the entire extent of the Union, including their delivery at the residence of the addressees in the coun-

distribution est ou sera organisé, sont fixées comme suit :

1° Pour les lettres, à 25 centimes en cas d'affranchissement, et au double dans le cas contraire, par chaque lettre et par chaque poids de 15 grammes ou fraction de 15 grammes ;

2° Pour les cartes postales, à 10 centimes par carte ;

3° Pour les imprimés de toute nature, les papiers d'affaires et les échantillons de marchandises, à 5 centimes par chaque objet ou paquet portant une adresse particulière et par chaque poids de 50 grammes ou fraction de 50 grammes, pourvu que cet objet ou paquet ne contienne aucune lettre ou note manuscrite ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, et soit conditionné de manière à pouvoir être facilement vérifié.

La taxe des papiers d'affaires ne peut être inférieure à 25 centimes par envoi, et la taxe des échantillons ne peut être inférieure à 10 centimes par envoi.

Il peut être perçu, en sus des taxes et des minima fixés par les paragraphes précédents :

1° Pour tout envoi soumis à des frais de transit maritime de 15 francs par kilogramme de lettres ou cartes postales et de 1 franc par kilogramme d'autres objets, une surtaxe qui ne peut dépasser 25 centimes par port simple pour les lettres, 5 centimes par carte postale et 5 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes pour les autres objets. Par mesure de transition, il peut être perçu une surtaxe jusqu'à concurrence de 10 centimes par port simple pour les lettres soumises à des frais de transit maritime de 5 francs par kilogramme.

2° Pour tout objet transporté par des services dépendant d'administrations étrangères à l'Union ou par des services extraordinaires dans l'Union, donnant lieu à des frais

tries of the Union where a delivery service is or shall be organized, are fixed as follows :

1st. For letters, 25 centimes in case of prepayment, and double that amount in the contrary case, for each letter and for every weight of 15 grammes or fraction of 15 grammes ;

2d. For post-cards, 10 centimes per card ;

3d. For printed matter of every kind, commercial papers, and samples of merchandise, 5 centimes for each article or packet bearing a particular address and for every weight of 50 grammes or fraction of 50 grammes, provided that such article or packet does not contain any letter or manuscript note having the character of an actual and personal correspondence, and that it be made up in such a manner as to admit of its being easily examined.

The charge on commercial papers cannot be less than 25 centimes per packet, and the charge on samples cannot be less than 10 centimes per packet.

In addition to the rates and minima fixed by the preceding paragraphs, there may be levied ;

1st. For every article subjected to the sea transit rates of 15 francs per kilogramme of letters or post-cards and 1 franc per kilogramme of other articles, an additional charge, which may not exceed 25 centimes per single rate for letters, 5 centimes per post-card, and 5 centimes per 50 grammes or fraction of 50 grammes for other articles. As a temporary arrangement, there may be levied an additional charge up to 10 centimes per single rate for the letters subjected to the transit rate of 5 francs per kilogramme.

2d. For every article conveyed by services maintained by Administrations foreign to the Union, or conveyed by extraordinary services in the Union giving rise to special

spéciaux, une surtaxe en rapport avec ces frais.

En cas d'insuffisance d'affranchissement, les objets de correspondance de toute nature sont passibles, à la charge des destinataires, d'une taxe double du montant de l'insuffisance.

Il n'est pas donné cours :

1° Aux objets, autres que les lettres, qui ne sont pas affranchis au moins partiellement ou ne remplissent pas les conditions requises ci-dessus pour jouir de la modération de taxe;

2° Aux envois de nature à salir ou détériorer les correspondances;

3° Aux paquets d'échantillons de marchandises qui ont une valeur marchande, non plus qu'à ceux dont le poids dépasse 250 grammes, ou qui présentent des dimensions supérieures à 20 centimètres de longueur, 10 de largeur et 5 d'épaisseur.

4° Enfin, aux paquets de papiers d'affaires et d'imprimés de toute nature dont le poids dépasse 2 kilogrammes.

ARTICLE 6.

Les objets désignés dans l'article 5 peuvent être expédiés sous recommandation.

Tout envoi recommandé est passible, à la charge de l'envoyeur :

1° Du prix d'affranchissement ordinaire de l'envoi, selon sa nature;

2° D'un droit fixe de recommandation de 25 centimes au maximum dans les Etats européens, et de 50 centimes au maximum dans les autres pays, y compris la délivrance d'un bulletin de dépôt à l'expéditeur.

L'envoyeur d'un objet recommandé peut obtenir un avis de réception de cet objet, en payant d'avance un droit fixe de 25 centimes au maximum.

En cas de perte d'un envoi recommandé, et sauf le cas de force majeure, il est dû une indemnité de

expenses, an additional charge in proportion to these expenses.

In case of insufficient prepayment, articles of correspondence of all kinds are liable to a charge equal to double the amount of the deficiency, to be paid by the addressees.

Circulation shall not be given—

1st. To articles other than letters which are not prepaid at least partly, or which do not fulfill the conditions required above in order to enjoy the reduced rate;

2d. To articles of a nature likely to soil or injure the correspondence;

3d. To packets of samples of merchandise which have a salable value, or which exceed 250 grammes in weight, or measure more than 20 centimeters in length, 10 in breadth, and 5 in depth.

4th. Lastly, to packets of commercial papers and printed matter of all kinds, the weight of which exceeds 2 kilogrammes.

ARTICLE 6,

The articles specified in Article 5 may be registered.

Every registered article is liable, at the charge of the sender—

1st. To the ordinary prepaid rate of postage upon the article, according to its nature;

2d. To a fixed registration fee of 25 centimes at the maximum in the European States, and of 50 centimes at the maximum in the other countries, including the issue to the sender of a bulletin of posting.

The sender of a registered article may obtain an acknowledgment of delivery of such article by paying in advance a fixed fee of 25 centimes at the maximum.

In case of the loss of a registered article, and except in case of *force majeure*, there is to be paid an in-

50 francs à l'expéditeur, ou, sur la demande de celui-ci, au destinataire, par l'administration sur le territoire ou dans le service maritime de laquelle la perte a eu lieu, c'est-à-dire où la trace de l'objet a disparu.

Par mesure de transition, il est permis aux administrations des pays hors d'Europe, dont la législation est actuellement contraire au principe de la responsabilité, d'ajourner l'application de la clause qui précède jusqu'au jour où elles auront pu obtenir du pouvoir législatif l'autorisation d'y souscrire. Jusqu'à ce moment, les autres administrations de l'Union ne sont pas astreintes à payer une indemnité pour la perte, dans leurs services respectifs, d'envois recommandés à destination ou provenant desdits pays.

S'il est impossible de découvrir le service dans lequel la perte a eu lieu, l'indemnité est supportée, par moitié, par les deux offices correspondants.

Le payement de cette indemnité est effectué dans le plus bref délai possible, et, au plus tard, dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation.

Toute réclamation d'indemnité est prescrite, si elle n'a pas été formulée dans le délai d'un an à partir de la remise à la poste de l'objet recommandé.

ARTICLE 7.

Ceux des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire fixent leurs taxes à l'équivalent, dans leur monnaie respective, des taux déterminés par les articles 5 et 6 précédents. Ces pays ont la faculté d'arrondir les fractions conformément au tableau inséré au Règlement d'exécution mentionné à l'article 14 de la présente Convention.

ARTICLE 8.

L'affranchissement de tout envoi quelconque ne peut être opéré qu'au

20 P M G

demnity of 50 francs to the sender, or, at his request, to the addressee, by the Administration upon whose territory or in whose maritime service the loss has occurred; that is to say, where the trace of the article has ceased.

As a temporary measure, the Administrations of the countries beyond Europe, whose legislation is at present opposed to the principle of responsibility, are permitted to postpone the application of the preceding clause until the time when they shall have obtained from the legislative power authority to subscribe to it. Up to that time, the other Administrations of the Union are not bound to pay an indemnity for the loss, in their respective services, of registered articles addressed to or originating in the said countries.

If it is impossible to discover the service in which the loss has occurred, the indemnity is borne in equal proportions between the two corresponding offices.

Payment of this indemnity is made with the least possible delay, and, at the latest, within a year dating from the day of application.

Every claim for an indemnity is excluded if it has not been made within one year from the date on which the registered article was posted.

ARTICLE 7.

Those countries of the Union which have not the franc for their monetary unit fix their postages at the equivalent in their respective currencies of the rates determined by Articles 5 and 6 preceding. Such countries have the option of rounding off the fractions in conformity with the table inserted in the Regulation of Execution mentioned in Article 14 of the present Convention.

ARTICLE 8.

Prepayment of postage on every description of article can be effected

moyen de timbres-poste valables dans le pays d'origine pour la correspondance des particuliers.

Les correspondances officielles relatives au service des postes et échangées entre les administrations postales sont seules exemptées de cette obligation et admises à la franchise.

ARTICLE 9.

Chaque administration garde en entier les sommes qu'elle a perçues en exécution des articles 5, 6, 7 et 8 précédents. En conséquence, il n'y a pas lieu, de ce chef, à un décompte entre les diverses administrations de l'Union.

Les lettres et autres envois postaux ne peuvent, dans le pays d'origine, comme dans celui de destination, être frappés, à la charge des expéditeurs ou des destinataires, d'aucune taxe ni d'aucun droit postal autres que ceux prévus par les articles susmentionnés.

ARTICLE 10.

Il n'est perçu aucun supplément de taxe pour la réexpédition d'envois postaux dans l'intérieur de l'Union.

ARTICLE 11.

Il est interdit au public d'expédier, par la voie de la poste :

1° Des lettres ou paquets contenant soit des matières d'or ou d'argent, soit des pièces de monnaie, soit des bijoux ou des objets précieux ;

2° Des envois quelconques contenant des objets passibles de droits de douane.

Dans le cas où un envoi tombant sous l'une de ces prohibitions est livré par une administration de l'Union à une autre administration de l'Union, celle-ci procède de la manière et dans les formes prévues par sa législation ou par ses règlements intérieurs.

only by means of postage-stamps valid in the country of origin for the correspondence of private individuals.

Official correspondence relative to the postal service, and exchanged between the Postal Administrations, is alone exempt from this obligation and admitted free.

ARTICLE 9.

Each Administration keeps the whole of the sums which it has collected in execution of the foregoing Articles 5, 6, 7, and 8. Consequently, there is no necessity on this head for any accounts between the several Administrations of the Union.

Neither the senders nor the addressees of letters and other postal articles are called upon to pay, either in the country of origin or in that of destination, any postage or any postal fee other than those contemplated by the Articles above-mentioned.

ARTICLE 10.

No additional charge is levied for the reforwarding of postal matter within the interior of the Union.

ARTICLE 11.

It is forbidden to the public to send by mail :

1st. Letters or packets containing gold or silver substances, pieces of money, jewelry, or precious articles ;

2d. Any packets whatever containing articles liable to customs duty.

In case a packet falling under one of these prohibitions is delivered by one Administration of the Union to another Administration of the Union, the latter proceeds according to the manner and forms prescribed by its legislation or by its interior regulations.

Est d'ailleurs réservé le droit du Gouvernement de tout pays de l'Union de ne pas effectuer, sur son territoire, le transport ou la distribution, tant des objets jouissant de la modération de taxe, à l'égard desquels il n'a pas été satisfait aux lois, ordonnances ou décrets qui règlent les conditions de leur publication ou de leur circulation dans ce pays, que des correspondances de toute nature qui portent ostensiblement des inscriptions interdites par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur dans le même pays.

There is, moreover, reserved to the Government of every country of the Union the right to refuse to convey over its territory, or to deliver, as well articles liable to the reduced rate, in regard to which the laws, ordinances, or decrees which regulate the conditions of their publication or of their circulation in that country have not been complied with, as correspondence of every kind which evidently bears inscriptions forbidden by the legal enactments or regulations in force in the same country.

ARTICLE 12.

Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays situés en dehors de l'Union admettent tous les autres offices à profiter de ces relations pour l'échange des correspondances avec lesdits pays.

Les correspondances échangées à découvert entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, sont traitées, pour ce qui concerne le transport en dehors des limites de l'Union, d'après les conventions, arrangements ou dispositions particulières régissant les rapports de poste entre ce dernier pays et le pays étranger à l'Union.

Les taxes applicables aux correspondances dont il s'agit se composent de deux éléments distincts, savoir:

1° La taxe de l'Union fixée par les articles 5, 6 et 7 de la présente Convention;

2° Une taxe afférente au transport en dehors des limites de l'Union.

La première de ces taxes est attribuée:

a. Pour les correspondances originaires de l'Union à destination des pays étrangers, à l'office expéditeur, en cas d'affranchissement, et à l'office d'échange, en cas de non-affranchissement;

b. Pour les correspondances provenant des pays étrangers à destina-

ARTICLE 12.

The offices of the Union which have relations with countries beyond the Union admit all the other offices to take advantage of such relations for the exchange of correspondence with the said countries.

The correspondence exchanged in open mails between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, is treated, as regards the conveyance beyond the limits of the Union, in conformity to the conventions, arrangements, or special provisions governing the postal relations between the latter country and the country foreign to the Union.

The rates chargeable on the correspondence in question consist of two distinct elements, viz:

1st. The Union rate fixed by Articles 5, 6, and 7 of the present Convention.

2d. A rate for the conveyance beyond the limits of the Union.

The first of these rates is assigned—

a. For correspondence originating in the Union and addressed to foreign countries, to the dispatching office in case of prepayment, and to the office of exchange in case of non-prepayment.

b. For correspondence originating in foreign countries and addressed

tion de l'Union, à l'office d'échange, en cas d'affranchissement, et à l'office destinataire, en cas de non-affranchissement.

La seconde de ces taxes est bonifiée à l'office d'échange, dans tous les cas.

A l'égard des frais de transit dans l'Union, les correspondances originaires ou à destination d'un pays étranger sont assimilées à celles de ou pour le pays de l'Union qui entretient les relations avec le pays étranger à l'Union, à moins que ces relations n'impliquent l'affranchissement obligatoire et partiel, auquel cas ledit pays de l'Union a droit à la bonification des prix de transit territorial fixés par l'article 4 précédent.

Le décompte général des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union a lieu sur la base de relevés, qui sont établis en même temps que les relevés dressés en vertu de l'article 4 précédent, pour l'évaluation des frais de transit dans l'Union.

Quant aux correspondances échangées en *dépêches closes* entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, par l'intermédiaire d'un autre pays de l'Union, le transit en est soumis, savoir :

Dans le ressort de l'Union, aux prix déterminés par l'article 4 de la présente Convention.

En dehors des limites de l'Union, aux conditions résultant des arrangements particuliers conclus ou à conclure à cet effet entre les administrations intéressées.

ARTICLE 13.

Le service des lettres avec valeur déclarée et celui des mandats de poste font l'objet d'arrangements particuliers entre les divers pays ou groupes de pays de l'Union.

ARTICLE 14.

Les administrations postales des

to the Union, to the office of exchange in case of prepayment, and to the office of destination in case of non-prepayment.

The second of these rates is, in every case, assigned to the office of exchange.

With regard to the expenses of transit within the Union, the correspondence originating in or addressed to a foreign country is assimilated to that from or for the country of the Union which maintains relations with the country foreign to the Union, unless such relations imply obligatory and partial prepayment, in which case the said Union country has the right to the territorial transit rates fixed by Article 4 preceding.

The general settlement of the rates chargeable for the conveyance beyond Union limits takes place upon the basis of statements which are prepared at the same time as the statements drawn up by virtue of Article 4 preceding for the calculation of the expenses of transit within the Union.

As regards the correspondence exchanged in *closed mails* between a country of the Union and a country foreign to the Union, through the intermediary of another country of the Union, the transit thereof is subject as follows :

Within the limits of the Union, to the rates fixed by Article 4 of the present Convention.

Beyond the limits of the Union, to the conditions arising from special arrangements concluded or to be concluded for that purpose between the Administrations interested.

ARTICLE 13.

The exchange of letters of declared value and that of postal money-orders form the subject of special arrangements between the various countries or groups of countries of the Union.

ARTICLE 14.

The Postal Administrations of

divers pays qui composent l'Union sont compétentes pour arrêter, d'un commun accord, dans un Règlement d'exécution, toutes les mesures d'ordre et de détail qui sont jugées nécessaires.

Les différentes administrations peuvent, en outre, prendre entre elles les arrangements nécessaires au sujet des questions qui ne concernent pas l'ensemble de l'Union, pourvu que ces arrangements ne dérogent pas à la présente Convention.

Il est toutefois permis aux administrations intéressées de s'entendre mutuellement pour l'adoption de taxes réduites dans un rayon de 30 kilomètres, pour les conditions de la remise des lettres par exprès, ainsi que pour l'échange des cartes postales avec réponse payée. Dans ce dernier cas, le renvoi des cartes-réponse au pays d'origine jouit de l'exemption de frais de transit stipulée par le dernier alinéa de l'article 4 de la présente Convention.

ARTICLE 15.

La présente Convention ne porte point altération à la législation postale de chaque pays, dans tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans cette Convention.

Elle ne restreint pas le droit des parties contractantes de maintenir et de conclure des traités, ainsi que de maintenir et d'établir des Unions plus restreintes, en vue de l'amélioration des relations postales.

ARTICLE 16.

Est maintenue l'institution, sous le nom de *Bureau international de l'Union postale universelle*, d'un office central qui fonctionne sous la haute surveillance de l'Administration des postes suisses, et dont les frais sont supportés par toutes les administrations de l'Union.

Ce Bureau demeure chargé de réunir, de coordonner, de publier

the various countries composing the Union are competent to establish by mutual agreement, in a Regulation of Execution, all the measures of order and detail which are judged necessary.

The several Administrations may, moreover, make among themselves the necessary arrangements on the subject of questions which do not concern the Union generally, provided that these arrangements are not contrary to the present Convention.

The Administrations interested are, however, permitted to come to mutual arrangements for the adoption of lower rates of postage, within a radius of 30 kilometers, for the conditions of the delivery of letters by express, as well as for the exchange of post-cards with paid answer. In this latter case, the answer-cards, when sent back to the country of origin, are exempt from the transit charges stipulated by the last paragraph of Article 4 of the present Convention.

ARTICLE 15.

The present Convention involves no alteration in the postal legislation of any country as regards anything which is not provided for by the stipulations contained in this Convention.

It does not restrict the right of the contracting parties to maintain and to conclude treaties, as well as to maintain and establish more restricted Unions, with a view to the improvement of postal relations.

ARTICLE 16.

There is maintained, under the name of the *International Bureau of the Universal Postal Union*, a central office, which is conducted under the superintendence of the Swiss Postal Administration, and the expenses of which are borne by all the Administrations of the Union.

This office continues to be charged with the duty of collecting, collat-

et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service international des postes; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; d'instruire les demandes en modification des actes du Congrès; de notifier les changements adoptés, et, en général, de procéder aux études et aux travaux dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union postale.

ARTICLE 17.

En cas de dissentiment entre deux ou plusieurs membres de l'Union relativement à l'interprétation de la présente Convention, la question en litige est réglée par jugement arbitral. A cet effet, chacune des administrations en cause choisit un autre membre de l'Union qui n'est pas directement intéressé dans l'affaire.

La décision des arbitres est donnée à la majorité absolue des voix.

En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre administration également désintéressée dans le litige.

ARTICLE 18.

Les pays qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

Cette adhésion est notifiée, par la voie diplomatique, au Gouvernement de la Confédération suisse, et, par ce Gouvernement, à tous les pays de l'Union.

Elle emporte, de plein droit, accession à toutes les clauses et admission à tous les avantages stipulés par la présente Convention.

Il appartient au Gouvernement de la Confédération suisse de déterminer, d'un commun accord avec le Gouvernement du pays intéressé, la part contributive de l'administration de ce dernier pays dans les

ing, publishing, and distributing information of every kind which concerns the international postal service; of giving, at the request of the parties concerned, an opinion upon questions in dispute; of making known proposals for modifying the acts of the Congress; of giving notice of the changes adopted, and, in general, of undertaking examinations and labors devolving upon it in the interest of the Postal Union.

ARTICLE 17.

In case of disagreement between two or more members of the Union as to the interpretation of the present Convention, the question in dispute is decided by arbitration. To that end, each of the Administrations concerned chooses another member of the Union not directly interested in the matter.

The decision of the arbitrators is given by the absolute majority of votes.

In case of an equality of votes, the arbitrators choose, in order to settle the difference, another Administration equally disinterested in the disputed question.

ARTICLE 18.

Countries which have not taken part in the present convention are admitted to adhere thereto upon their demand.

Notice is given of this adhesion, through the diplomatic channel, to the Government of the Swiss Confederation, and by that Government to all the countries of the Union.

It implies, as a right, accession to all the clauses and admission to all the advantages stipulated by the present Convention.

It devolves upon the Government of the Swiss Confederation to determine, by mutual agreement with the Government of the country interested, the share to be contributed by the Administration of this latter

srais du Bureau international, et, s'il y a lieu, les taxes à percevoir par cette administration en conformité de l'article 7 précédent.

country toward the expenses of the International Bureau, and, if necessary, the rates to be levied by that Administration in conformity with Article 7 preceding.

ARTICLE 19.

Des congrès de plénipotentiaires des pays contractants ou de simples conférences administratives, selon l'importance des questions à résoudre, sont réunis, lorsque la demande en est faite ou approuvée par les deux tiers, au moins, des Gouvernements ou administrations, suivant le cas.

Toutefois, un congrès doit avoir lieu au moins tous les cinq ans.

Chaque pays peut se faire représenter, soit par un ou plusieurs délégués, soit par la délégation d'un autre pays. Mais il est entendu que le délégué ou les délégués d'un pays ne peuvent être chargés que de la représentation de deux pays, y compris celui qu'ils représentent.

Dans les délibérations chaque pays dispose d'une seule voix.

Chaque congrès fixe le lieu de la réunion du prochain congrès.

Pour les conférences, les administrations fixent les lieux de réunion sur la proposition du Bureau international.

ARTICLE 20.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, tout administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant le régime de l'Union. Mais, pour devenir exécutoires ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9 précédents;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des

ARTICLE 19.

Congresses of plenipotentiaries of the contracting countries, or simple Administrative Conferences, according to the importance of the questions to be solved, are held when a demand for them is made or approved by two-thirds, at least, of the Governments or Administrations, as the case may be.

Nevertheless, a Congress must be held at least once every five years.

Each country may be represented either by one or several delegates, or by the delegation of another country. But it is understood that the delegate or delegates of one country can be charged with the representation of two countries only, including the country which they represent.

In the deliberations each country has one vote only.

Each Congress fixes the place of meeting for the following Congress.

For Conferences, the Administrations fix the places of meeting upon proposal of the International Bureau.

ARTICLE 20.

In the interval which elapses between the meetings, any Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other Administrations belonging to it, through the intermediary of the International Bureau, proposals concerning the regimen of the Union. But to become executive these propositions must obtain, as follows:

1st. Unanimity of votes, if they involve a modification of the stipulations of Articles 2, 3, 4, 5, 6, and 9 preceding.

2d. Two-thirds of the votes, if they involve a modification of the

dispositions de la Convention autres que celles des articles 2, 3, 4, 5, 6 et 9;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions de la Convention, hors le cas de litige prévu à l'article 17 précédent.

Les résolutions valables sont consacrées, dans les deux premiers cas, par une déclaration diplomatique, que le Gouvernement de la Confédération suisse est chargé d'établir et de transmettre à tous les Gouvernements des pays contractants, et, dans le troisième cas, par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

ARTICLE 21.

Sont considérés comme formant, pour l'application des articles 16, 19 et 20 précédents, un seul pays ou une seule administration, suivant le cas :

- 1° L'empire de l'Inde britannique;
- 2° Le dominion du Canada;
- 3° L'ensemble des colonies danoises;
- 4° L'ensemble des colonies espagnoles;
- 5° L'ensemble des colonies françaises;
- 6° L'ensemble des colonies néerlandaises;
- 7° L'ensemble des colonies portugaises.

ARTICLE 22.

La présente Convention sera mise à exécution le 1^{er} avril 1879, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé; mais chaque partie contractante a le droit de se retirer de l'Union, moyennant un avertissement donné une année à l'avance par son Gouvernement au Gouvernement de la Confédération suisse.

stipulations of the Convention other than those of Articles 2, 3, 4, 5, 6, and 9.

3d. A simple absolute majority, if they involve the interpretation of the stipulations of the Convention, except in the case of dispute contemplated in Article 17 preceding.

The binding decisions are sanctioned, in the first two cases, by a diplomatic declaration, which the Government of the Swiss Confederation is charged to prepare and transmit to all the Governments of the contracting countries, and, in the third case, by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

ARTICLE 21.

The following are considered as forming, for the application of Articles 16, 19, and 20 preceding, a single country, or a single Administration, as the case may be :

- 1st. The Empire of British India;
- 2d. The Dominion of Canada;
- 3d. The whole of the Danish Colonies;
- 4th. The whole of the Spanish Colonies;
- 5th. The whole of the French Colonies;
- 6th. The whole of the Netherland Colonies;
- 7th. The whole of the Portuguese Colonies.

ARTICLE 22.

The present Convention shall be put into execution on the 1st of April, 1879, and shall remain in force during an indefinite period; but each contracting party has the right to withdraw from the Union by means of a notice given, one year in advance, by its Government to the Government of the Swiss Confederation.

ARTICLE 23.

Sont abrogées, à partir du jour de la mise à exécution de la présente Convention, toutes les dispositions des traités, conventions, arrangements ou autres actes conclus antérieurement entre les divers pays ou administrations, pour autant que ces dispositions ne seraient pas conciliables avec les termes de la présente Convention, et sans préjudice des droits réservés par l'article 15 ci-dessus.

La présente Convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les actes de ratification seront échangés à Paris.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des pays ci-dessus énumérés ont signé la présente Convention à Paris, le premier juin, mil huit cent soixante et dix-huit.

ARTICLE 23.

After the date on which the present Convention takes effect, all the stipulations of the treaties, conventions, arrangements, or other acts previously concluded between the various countries or administrations, in so far as those stipulations are not in accordance with the terms of the present Convention, are abrogated, without prejudice to the rights reserved by Article 15 above.

The present Convention shall be ratified as soon as possible. The acts of ratification shall be exchanged at Paris.

In faith of which, the plenipotentiaries of the countries above enumerated have signed the present Convention at Paris, the first of June, one thousand eight hundred and seventy-eight.

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord	{ JAS. N. TYNER. JOSEPH H. BLACKFAN.
Pour l'Allemagne	{ DR. STEPHAN. GÜNTHER. SACHSE.
Pour la République Argentine	CARLOS CALVO.
Pour l'Autriche	DEWÉZ.
Pour la Hongrie	GERVAY.
Pour la Belgique	{ J. VINCHENT. F. GIFE.
Pour le Brésil	VICOMTE D'ITAJUBA.
Pour le Danemark et les Colonies danoises	{ SCHOU.
Pour l'Égypte	A. CAILLARD.
Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles	{ G. CRUZADA VILLAAMIL. EMILIO C. DE NAVASQUES.
Pour la France	{ LEON SAY. AD. COCHERY. A. BESNIER.
Pour les Colonies françaises	E. ROY.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour l'Inde britannique	FRED. R. HOGG.
Pour le Canada	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour la Grèce	{ N. P. DELYANNI. A. MANSOLAS.
Pour l'Italie	G. B. TANTESIO.

Pour le Japon.....	{ NAONOBOU SAMESHIMA.
	{ SAML. M. BRYAN.
Pour le Luxembourg.....	V. DE ROEBE.
Pour le Mexique.....	G. BARREDA.
Pour le Monténégro	DEWÉZ.
Pour la Norvège.....	CHR. HEFTY.
Pour les Pays-Bas et les Colonies néer-landaises	{ HOFSTEDE.
	{ BARON SWEERTS DE LIANDAS-
	{ WYBORGH.
Pour le Pérou.....	JUAN M. DE GOYENECHÉ.
Pour la Perse	_____.
Pour le Portugal et les Colonies portugaises	{ GUELHERMENO AUGUSTO DE
	{ BARROS.
Pour la Roumanie	C. F. ROBESCO.
Pour la Russie	{ BARON VELHO.
	{ GEORGES POGGENPOHL.
Pour le Salvador	J. M. TORRES CAICEDO.
Pour la Serbie	MLADEN F. RADOYCOVITCH.
Pour la Suède.....	WM. ROOS.
Pour la Suisse	{ DR. KERN.
	{ ED. HÖHN.
Pour la Turquie.....	B. COUYOUMGIAN.

Having examined and considered the provisions of the foregoing Convention, signed at Paris on the 1st of June, A. D. 1878, revising the Treaty constituting the General Postal Union which was concluded at Berne on the 9th of October, A. D. 1874, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof I have caused the seal of the Post-Office Department of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 13th day of August, 1878.

[SEAL.]

D. M. KEY,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned Convention, and in testimony thereof I have caused the seal of the United States to be affixed hereto.

[SEAL.]

R. B. HAYES.

By the President:
F. W. SEWARD,
Acting Secretary of State.

WASHINGTON, August 13, 1878.

UNIVERSAL POSTAL UNION—CONVENTION OF PARIS.

FINAL PROTOCOL.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements des pays qui ont signé aujourd'hui la Convention de Paris, sont convenus de ce qui suit:

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the countries which have this day signed the Convention of Paris, have agreed as follows:

I. La Perse, qui fait partie de l'Union, n'étant pas représentée, sera admise néanmoins à signer ultérieurement la Convention, moyennant qu'elle consacre son adhésion par un acte diplomatique avec le Gouvernement suisse, avant le 1^{er} avril 1879.

I. Persia, which forms part of the Union, being unrepresented, will nevertheless be allowed to sign the Convention hereafter, provided that country confirms its adhesion by a diplomatic act with the Swiss Government before the 1st of April, 1879.

II. Les pays étrangers à l'Union, qui ont ajourné leur adhésion ou qui ne sont pas encore prononcés, entreront dans l'Union en remplissant les conditions prévues par l'article 18 de la Convention.

II. The countries foreign to the Union, which have deferred their adhesion or which have not yet announced their intentions, shall enter the Union on fulfilling the conditions specified in Article 18 of the Convention.

III. Dans le cas où l'une ou l'autre des parties contractantes ne ratifierait pas la Convention, cette Convention n'en sera pas moins valable pour les parties.

III. In case one or other of the contracting parties should not ratify the Convention, this Convention shall nevertheless be binding on the parties to it.

IV. Les diverses Colonies anglaises, autres que le Canada et l'Inde britannique, qui prennent part à la Convention sont: Ceylan, Straits Settlements, Labuan, Hong Kong, Maurice et dépendances, les Bermudes, la Guyane anglaise, la Jamaïque et la Trinité.

IV. The various British colonies, other than Canada and British India, which are parties in the Convention, are Ceylon, the Straits Settlements, Labuan, Hong-Kong, Mauritius and dependencies, Bermuda, British Guiana, Jamaica, and Trinidad.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent protocole final, qui aura la même force et la même valeur que si les dispositions qu'il contient étaient insérées dans la Convention elle-même, et ils l'ont signé en un exemplaire qui sera déposé aux archives du gouvernement français et dont une copie sera remise à chaque partie.

In faith of which the undermentioned plenipotentiaries have drawn up the present final protocol, which shall have the same force and the same value as if the stipulations which it contains were inserted in the Convention itself, and they have signed it in one single instrument, which shall be deposited in the archives of the French Government, and a copy of which shall be delivered to each party.

Paris, le 1^{er} juin 1878.

Paris, June 1st, 1878.

Pour l'Allemagne..... { DR. STEPHAN.
GÜNTHER.
SACHSE.

Pour la République Argentine.....	CARLOS CALVO.
Pour l'Autriche.....	DEWÉZ.
Pour la Hongrie.....	GERVAY.
Pour la Belgique.....	{ J. VINCHENT. F. GIFE.
Pour le Brésil.....	VICOMTE D'ITAJUBA.
Pour le Danemark et les Colonies danoises.....	SCHOU.
Pour l'Égypte.....	A. CAILLARD.
Pour l'Espagne et les Colonies espa- gnoles.....	{ G. CRUZADA VILLAAMIL. EMILIO C. DE NAVASQUÉS.
Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord.....	{ JAS. N. TYNER. JOSEPH H. BLACKFAN. LEON SAY.
Pour la France.....	{ AD. COCHERY. A. BESNIER.
Pour les Colonies françaises.....	E. ROY.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises.....	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour l'Inde britannique.....	FRED. R. HOGG.
Pour le Canada.....	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour la Grèce.....	{ N. P. DELYANNI. A. MANSOLAS.
Pour l'Italie.....	G. B. TANTESIO.
Pour le Japon.....	{ NAONOBOU SAMESHIMA. SAML. M. BRYAN.
Pour le Luxembourg.....	V. DE ROEBE.
Pour le Mexique.....	G. BARREDA.
Pour le Monténégro.....	DEWÉZ.
Pour le Norvège.....	CHR. HEFTY.
Pour les Pays-Bas et les Colonies néer- landaises.....	{ HOFSTEDE. BARON SWEERTS DE LANDAS- WYBORGH.
Pour le Pérou.....	JUAN M. DE GOYENECHÉ.
Pour le Portugal et les Colonies portu- gaises.....	{ GUELHERMENO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie.....	C. F. ROBESCO.
Pour la Russie.....	{ BARON VELHO. GEORGES POGGENPOHL.
Pour le Salvador.....	J. M. TORRÉS-CAÏCEDO.
Pour la Serbie.....	MLADEN F. RADOYCOVITCH.
Pour la Suède.....	WM. ROOS.
Pour la Suisse.....	{ DR. KERN. ED. HÖHN.
Pour la Turquie.....	B. COUYOUMGIAN.

Having examined and considered the provisions of the forgoing final protocol, signed at Paris on the 1st of June, A. D. 1873, relative to the Convention of Paris, signed the same day, the same is by me, in virtue of the powers vested in the Postmaster-General by law, hereby ratified and approved, by and with the advice and consent of the President of the United States.

In witness whereof I have caused the seal of the Post-Office Depart-

ment of the United States to be hereto affixed, with my signature, this 13th day of August, 1878.

[SEAL.]

D. M. KEY,
Postmaster-General.

I hereby approve the above-mentioned protocol, and in testimony thereof I have caused the seal of the United States to be affixed.

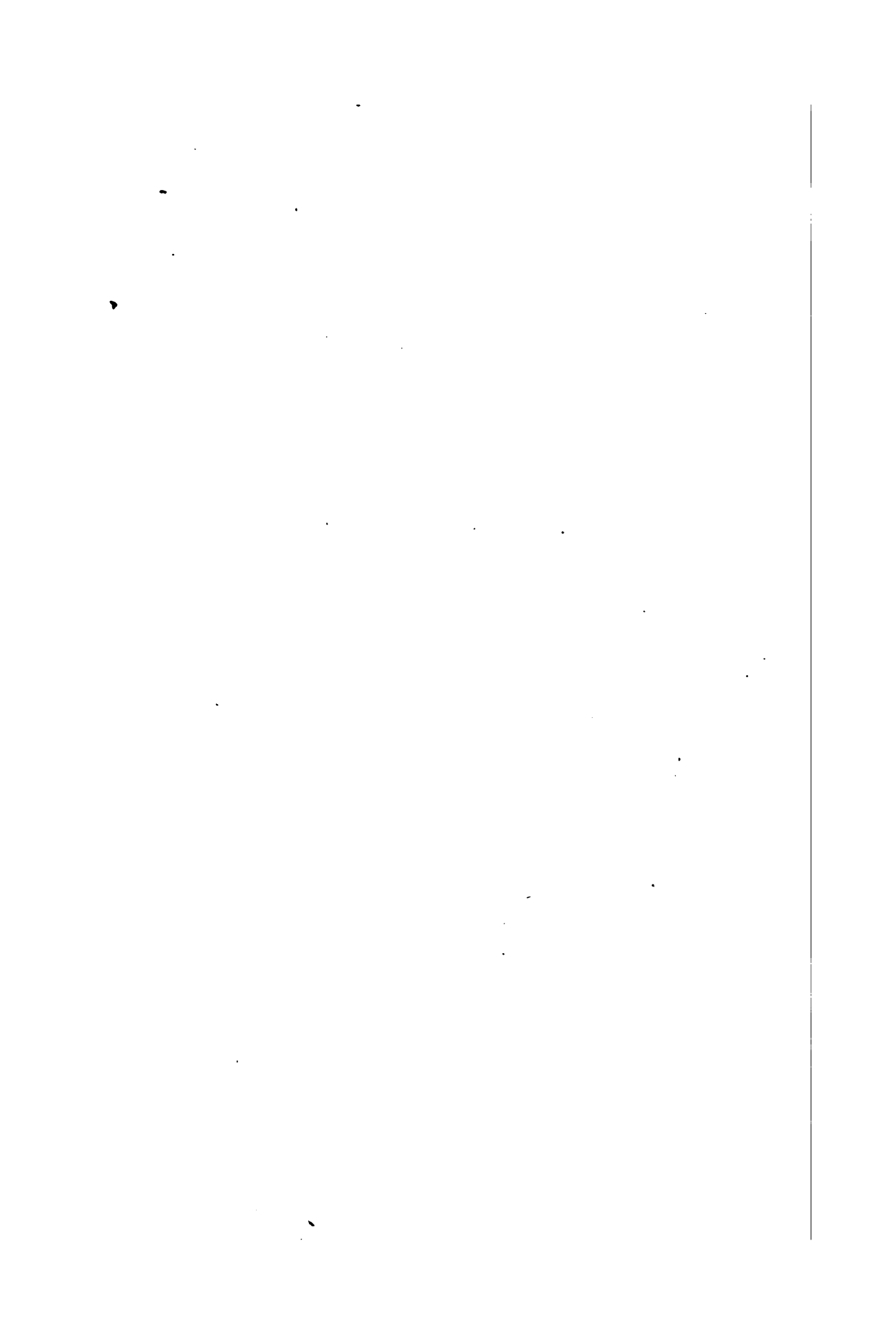
[SEAL.]

R. B. HAYES.

By the President:

F. W. SEWARD,
Acting Secretary of State.

WASHINGTON, August 13, 1878.



UNIVERSAL POSTAL UNION.

REGULATIONS OF DETAIL AND ORDER

FOR THE

EXECUTION OF THE CONVENTION CONCLUDED
AT PARIS JUNE 1, 1878.

These regulations, as signed, were in the French language only. The English translation has been added in Washington.

UNIVERSAL POSTAL UNION.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL ET D'ORDRE POUR L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION CONCLUE ENTRE L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, L'AUTRICHE-HONGRIE, LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, LE DANEMARK ET LES COLONIES DANOISES, L'ÉGYPTE, L'ESPAGNE ET LES COLONIES ESPAGNOLES, LES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD, LA FRANCE ET LES COLONIES FRANÇAISES, LA GRANDE-BRETAGNE ET DIVERSES COLONIES ANGLAISES, L'INDE BRITANNIQUE, LE CANADA, LA GRÈCE, L'ITALIE, LE JAPON, LE LUXEMBOURG, LE MEXIQUE, LE MONTÉNÉGRRO, LA NORVÈGE, LES PAYS-BAS ET LES COLONIES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA PERSE, LE PORTUGAL ET LES COLONIES PORTUGAISES, LA ROUMANIE, LA RUSSIE, LA SERBIE, LE SALVADOR, LA SUÈDE, LA SUISSE, ET LA TURQUIE.

Les soussignés, vu l'article 14 de la Convention conclue à Paris, le 1^{er} juin 1878, pour la révision du pacte fondamental de l'Union générale des Postes, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté d'un commun accord les mesures suivantes, pour assurer l'exécution de ladite Convention.

I.

Direction des correspondances.

1. Chaque administration est obligée d'expédier, par les voies les plus rapides dont elle peut disposer pour ses propres envois, les dépêches

21 P M G

Regulations of Detail and Order for the execution of the Convention concluded between Germany, the Argentine Republic, Austria-Hungary, Belgium, Brazil, Denmark and the Danish Colonies, Egypt, Spain and the Spanish Colonies, the United States of North America, France and the French Colonies, Great Britain and certain British Colonies, British India, Canada, Greece, Italy, Japan, Luxemburg, Mexico, Montenegro, Norway, the Netherlands and the Netherland Colonies, Peru, Persia, Portugal and the Portuguese Colonies, Roumania, Russia, Servia, Salvador, Sweden, Switzerland, and Turkey.

The undersigned, in view of Article 14 of the Convention concluded at Paris, June 1st, 1878, for the revision of the fundamental compact of the General Postal Union, have, in the name of their respective Administrations, established, by mutual agreement, the following measures to insure the execution of the said Convention :

I.

Direction of the Correspondence.

1. Each Administration is bound to forward, by the most rapid routes at its disposal for its own mails, the closed mails and the correspondence

closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre administration.

2. Les administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies, lorsqu'il existe d'autres moyens de communication, celles des correspondances insuffisamment affranchies pour lesquelles l'emploi des dites voies n'a pas été réclamé expressément par les envoyeurs

II.

Échange en dépêches closes.

1. L'échange des correspondances en dépêches closes, entre les administrations de l'Union, est réglé d'un commun accord et selon les nécessités du service entre les administrations en cause.

2. S'il s'agit d'un échange à faire par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, les administrations de ces pays doivent en être prévenues en temps opportun.

3. Il est, d'ailleurs, obligatoire, dans ce dernier cas, de former des dépêches closes, toutes les fois que le nombre des correspondances est de nature à entraver les opérations d'une administration intermédiaire, d'après la déclaration de cette administration.

4. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes, établi entre deux administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux administrations des pays par l'entremise desquels cet échange s'effectue.

III.

Services extraordinaires.

Les services extraordinaires de l'Union, donnant lieu à des frais

in open mails which are delivered to it by another Administration.

2. The Administrations which avail themselves of the right to levy supplementary charges, as representing the extraordinary expenses attending certain routes, are at liberty not to forward by those routes when other means of communication exist, such of the insufficiently paid correspondence for which the employment of the said routes has not been expressly requested by the senders.

II.

Exchange in Closed Mails.

1. The exchange of the correspondence in closed mails between the Administrations of the Union is regulated by mutual agreement, and according to the needs of the service, between the Administrations concerned.

2. If an exchange is to be made through the intermediary of one or several third countries, the Administrations of those countries must be informed thereof in due time.

3. It is, moreover, obligatory in this latter case, to make up closed mails, whenever the amount of the correspondence is of a nature to impede the operations of an intermediary Administration, according to the statement of that Administration.

4. In case of alteration in a service of exchange in closed mails established between two Administrations through the intermediary of one or more third countries, the Administration which has called for the alteration gives notice thereof to the Administrations of the countries through whose intermediary the exchange is made.

III.

Extraordinary Services.

The extraordinary services of the Union giving rise to special ex-

spéciaux dont la fixation est réservée, par l'article 4 de la Convention, à des arrangements entre les administrations intéressées, sont exclusivement :

1° Ceux qui sont entretenus pour le transport territorial accéléré de la Malle dite *des Indes* ;

2° Celui que l'Administration des postes des États-Unis d'Amérique entretient sur son territoire pour le transport des dépêches closes entre l'Océan Atlantique et l'Océan Pacifique.

penses, the fixing of which is reserved by Article 4 of the Convention for arrangements between the Administrations interested, are exclusively—

1st. Those which are maintained for the accelerated territorial conveyance of the mail called Indian ;

2d. That which the Postal Administration of the United States of America maintains upon its territory for the conveyance of closed mails between the Atlantic Ocean and the Pacific Ocean.

IV.

Fixation des taxes.

1. En exécution de l'article 7 de la Convention, les administrations des pays de l'Union qui n'ont pas le franc pour unité monétaire perçoivent leurs taxes d'après les équivalents ci-dessous :

IV.

Fixing the Rates of Postage.

1. In execution of Article 7 of the Convention, the Administrations of the countries of the Union which have not the franc for monetary unit, levy their rates of postage according to the following equivalents :

Pays.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Allemagne	20 pfennig.	10 pfennig.	5 pfennig.
Argentine (République)	8 centavos.	4 centavos.	2 centavos.
Autriche-Hongrie	10 kreuzer.	5 kreuzer.	3 kreuzer.
Bésil	100 reis	50 reis	25 reis
Danemark	20 öre	10 öre	5 öre
Colonies danoises :			
Groënland	20 öre	10 öre	5 öre
Antilles	5 cents	2 cents	1 cent
Égypte	1 piastre	20 paras	10 paras
États-Unis d'Amérique	5 cents	2 cents	1 cent
Grande-Bretagne	2½ pence	1 penny	½ penny
Inde britannique	2 annas	½ anna	¼ anna
Colonies anglaises :			
Jamaïque, Trinité, Guyane Anglaise, Labuan, Maurice et dépendances, Bermudes	2½ pence	1 penny	½ penny
Ceylan, Straits Settlements, Hong-Kong, Canada	5 cents	2 cents	1 cent
Japon	5 sen	2 sen	1 sen
Monténégro	10 soldi	5 soldi	3 soldi
Norvège	20 öre	10 öre	5 öre
Pays-Bas et colonies néerlandaises	12½ cents	5 cents	2½ cents
Perse	5 shahis	2 shahis	1 shahi

Countries.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Germany	20 pfennig.	10 pfennig.	5 pfennig.
Argentine Republic	8 centavos.	4 centavos.	2 centavos.
Austria-Hungary	10 kreuzer.	5 kreuzer.	3 kreuzer.
Brazil	100 reis	50 reis	25 reis
Denmark	20 öre	10 öre	5 öre
Danish colonies :			
Greenland	20 öre	10 öre	5 öre
West Indies	5 cents	2 cents	1 cent
Egypt	1 piastre	20 paras	10 paras
United States of America	5 cents	2 cents	1 cent
Great Britain	2½ pence	1 penny	½ penny
British India	2 annas	½ anna	¼ anna
British colonies :			
Jamaica, Trinidad, British Guiana, Labuan, Mauritius and dependencies, Bermudas	2½ pence	1 penny	½ penny
Ceylon, Straits Settlements, Hong-Kong, Canada	5 cents	2 cents	1 cent
Japan	5 sen	2 sen	1 sen
Montenegro	10 soldi	5 soldi	3 soldi
Norway	20 öre	10 öre	5 öre
Netherlands and Netherlands colonies	12½ cents	5 cents	2½ cents
Persia	5 shahis	2 shahis	1 shahi

Pays.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.	Countries.	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
Portugal et colonies portugaises.....	50 reis.....	20 reis.....	10 reis.	Portugal and Portuguese colonies.....	50 reis.....	20 reis.....	10 reis.
Russie.....	7 kopeks..	3 kopeks..	2 kopeks.	Russia.....	7 kopeks..	3 kopeks..	2 kopeks.
Serbie.....	50 paras..	20 paras..	10 paras.	Servia.....	50 paras..	20 paras..	10 paras.
Suède.....	20 öre.....	10 öre.....	5 öre.	Sweden.....	20 öre.....	10 öre.....	5 öre.
Turquie.....	50 paras..	20 paras..	10 paras.	Turkey.....	50 paras..	20 paras..	10 paras.
Mexique.....	6centavos.	3centavos.	2centavos.	Mexico.....	6centavos.	3centavos.	2centavos.
Pérou.....	5centavos.	2centavos.	1centavo.	Peru.....	5centavos.	2centavos.	1centavo.
Salvador.....	5centavos de peso.	2centavos de peso.	1 centavo de peso.	Salvador.....	5centavos de peso.	2centavos de peso.	1 centavo de peso.

2. En cas de changement du système monétaire dans l'un des pays susmentionnés, l'administration de ce pays doit s'entendre avec l'Administration des Postes suisses pour modifier les équivalents ci-dessus; il appartient à cette dernière administration de faire notifier la modification à tous les autres offices de l'Union par l'intermédiaire du Bureau international.

3. Toute administration a la faculté de recourir, si elle le juge nécessaire, à l'entente prévue au paragraphe précédent en cas de modification importante dans la valeur de sa monnaie.

4. Les fractions monétaires résultant, soit du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies, soit de la combinaison des taxes de l'Union avec les taxes étrangères ou avec les surtaxes prévues par l'article 5 de la Convention, peuvent être arrondies par les administrations qui en effectuent la perception. Mais la somme à ajouter de ce chef ne peut, dans aucun cas, excéder la valeur d'un vingtième de franc (cinq centimes).

V.

Correspondance avec les pays étrangers à l'Union.

1. Les offices de l'Union qui ont des relations avec des pays étrangers à l'Union fournissent aux autres offices de l'Union un tableau conforme au modèle C annexé au présent Règlement, et indiquant,

2. In case of change in the monetary system in one of the above-named countries, the Administration of that country must have an understanding with the Swiss Postal Administration in order to modify the above equivalents: it devolves upon the latter Administration to give notice of this modification to all the other offices of the Union through the intermediary of the International Bureau.

3. Any Administration has the right to have recourse, if it deems it necessary, to the understanding provided for in the preceding paragraph, in case of an important modification in the value of its money.

4. The monetary fractions resulting either from the complement of the charge applicable to insufficiently prepaid correspondence, or from the combination of the Union postages with the foreign postages, or with the surcharges contemplated by Article 5 of the Convention, may be rounded off by the Administrations which collect them. But the sum to be added on this account cannot, in any case, exceed the value of one-twentieth of a franc (five centimes).

V.

Correspondence with Countries foreign to the Union.

1. The offices of the Union which have relations with countries foreign to the Union, furnish to the other offices of the Union a table conformable to model C annexed to the present Regulations, and indi-

avec les conditions d'envoi, les taxes dues pour le transport en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays précités. Dans le cas prévu par le dixième alinéa de l'article 12 de la Convention, il peut être ajouté cinq centimes par port simple de lettres et deux centimes par port simple d'autres objets.

2. Par application de l'article 12 de la Convention, il est perçu, en sus des taxes étrangères indiquées au tableau C :

1° Par l'office de l'Union expéditeur de correspondances affranchies pour l'étranger, les prix d'affranchissement respectivement applicables aux correspondances de même nature pour le pays de sortie de l'Union ;

2° Par l'office de l'Union destinataire de correspondances non affranchies ou partiellement affranchies d'origine étrangère, savoir :

a. Pour les lettres, la taxe applicable aux lettres non affranchies provenant du pays de l'Union qui sert d'intermédiaire ;

b. Pour les autres objets, une taxe égale au prix d'affranchissement des objets similaires qui sont adressés du pays de l'Union destinataire dans le pays de l'Union servant d'intermédiaire.

cating, with the conditions of dispatch, the rates due for the conveyance outside of the Union of the correspondence for or from the aforesaid countries. In the case provided for by the tenth paragraph of Article 12 of the Convention, there may be added five centimes per single rate of letters and two centimes per single rate of other articles.

2. In application of Article 12 of the Convention, there is levied in addition to the foreign rates indicated in table C :

1st. By the office of the Union forwarding prepaid correspondence for countries outside the Union, the rates of prepayment respectively applicable to correspondence of the same nature for the country of egress from the Union ;

2nd. By the office of the Union to which is addressed unpaid or partially paid correspondence of foreign origin, as follows :

a. For letters, the rate applicable to the unpaid letters coming from the country of the Union which serves as the intermediary ;

b. For other articles, a charge equal to the prepaid rate on similar articles which are addressed from the Union country of destination to the Union country serving as the intermediary.

VI.

Application des timbres.

1. Les correspondances originaires des pays de l'Union sont frappées d'un timbre indiquant le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

2. Les correspondances originaires des pays étrangers à l'Union sont frappées par l'office de l'Union qui les a recueillies, d'un timbre indiquant le point et la date d'entrée dans le service de cet office.

3. Les correspondances non affranchies ou insuffisamment affranchies sont, en outre, frappées du

VI.

Application of Stamps.

1. Correspondence originating in countries of the Union is impressed with a stamp indicating the place of origin and the date of posting.

2. Correspondence originating in countries foreign to the Union is impressed, by the office of the Union which has received it, with a stamp indicating the point and date of entrance into the service of that office.

3. Unpaid or insufficiently prepaid correspondence is, in addition, impressed with the stamp T (tax to

timbre T (taxe à payer) dont l'application incombe à l'office du pays d'origine, s'il s'agit de correspondances originaires de l'Union, et à l'office du pays d'entrée, s'il s'agit de correspondances originaires des pays étrangers à l'Union.

4. Les objets recommandés doivent porter la marque spéciale (étiquette ou timbre) adoptée pour les envois de l'espèce par le pays d'origine.

5. Les timbres ou marques dont l'emploi est prescrit au présent article sont apposés du côté de la suscription de l'envoi.

6. Tout objet de correspondance ne portant pas le timbre T est considéré comme affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

VII.

Indication du nombre de ports et du montant des taxes étrangères.

1. Lorsqu'une lettre ou tout autre objet de correspondance est passible, en raison de son poids, de plus d'un port simple, l'office d'origine ou d'entrée dans l'Union, suivant le cas, indique, à l'angle gauche supérieur de la suscription, en chiffres ordinaires, le nombre des ports perçus ou à percevoir.

2. Cette mesure n'est pas de rigueur pour les correspondances dûment affranchies.

3. Les taxes étrangères dues, en vertu de l'article 12 de la Convention et de l'article V du présent Règlement, pour le parcours en dehors de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, sont indiquées, à l'angle gauche inférieur de la suscription de chaque objet, savoir :

1° Par l'office du pays d'origine et en chiffres rouges, s'il s'agit de correspondances régulièrement affranchies originaires de l'Union ;

2° Par l'office du pays d'entrée

be paid), the application of which devolves upon the office of the country of origin in cases of correspondence originating in the Union, and upon the office of the country of entry in cases of correspondence originating in countries foreign to the Union.

4. Registered articles must bear the special mark (label or stamp) adopted for articles of a like nature by the country of origin.

5. The stamps or marks, the employment of which is prescribed by the present Article, are placed on the address side of the packet.

6. Every article of correspondence not bearing the stamp T is considered as prepaid and treated accordingly, unless there be an obvious error.

VII.

Indication of the Number of Rates and the Amount of the Foreign Charges.

1. When a letter or other article of correspondence is liable, by reason of its weight, to more than a single rate, the office of origin or of entry into the Union, as the case may be, indicates, at the upper left corner of the address, in ordinary figures, the number of rates paid or to be paid.

2. This regulation is not obligatory for the fully prepaid correspondence.

3. The foreign charges due by virtue of Article 12 of the Convention and of Article V of the present Regulations, for the conveyance outside of the Union of correspondence for or from countries foreign to the Union, are indicated at the lower left corner of the address of each article, as follows :

1st. By the office of the country of origin, in red figures, in case of regularly prepaid correspondence originating in the Union ;

2d. By the office of the country

dans l'Union et en chiffres bleus, s'il s'agit de correspondances d'origine étrangère, à taxer par l'office de l'Union destinataire.

of entry into the Union, in blue figures, in case of correspondence of foreign origin to be charged by the Union office of destination.

VIII.

Affranchissement insuffisant.

1. Lorsqu'un objet est insuffisamment affranchi au moyen de timbres-poste, l'office expéditeur indique en chiffres noirs, apposés à côté des timbres-poste, le montant de l'insuffisance en l'exprimant en francs et centimes.

2. D'après cette indication, le bureau d'échange du pays de destination taxe l'objet au double de l'insuffisance constatée.

3. Dans le cas où il a été fait usage de timbres-poste non valables pour l'affranchissement, il n'en est tenu aucun compte. Cette circonstance est indiquée par le chiffre zéro (0), placé à côté des timbres-poste.

IX.

Feuilles d'avis.

1. Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches échangées entre deux administrations de l'Union sont conformes au modèle A joint au présent Règlement.

2. Les objets recommandés sont inscrits au tableau n° I de la feuille d'avis avec les détails suivants: le nom du bureau d'origine, le nom du destinataire et le lieu de destination, ou seulement le nom du bureau d'origine et le numéro d'inscription de l'objet à ce bureau.

3. Lorsque le nombre des objets recommandés expédiés habituellement d'un bureau d'échange à un autre le comporte, il peut être fait usage d'une liste spéciale et détachée, pour remplacer le tableau n° I de la feuille d'avis.

4. Au tableau n° II, on inscrit, avec les détails que ce tableau com-

VIII.

Insufficient Prepayment.

1. When an article is insufficiently prepaid by means of postage-stamps, the dispatching office indicates, in black figures placed at the side of the postage-stamps, the amount of the insufficiency, expressing it in francs and centimes.

2. According to this indication, the exchange office of the country of destination charges the article with double the insufficiency ascertained.

3. In case use be made of postage-stamps not valid for prepayment, no account is taken of them. This circumstance is indicated by the cipher (0), placed at the side of the postage-stamps.

IX.

Letter Bills.

1. The letter bills accompanying the mails exchanged between two Administrations of the Union are in conformity with the model A annexed to the present Regulations.

2. The registered articles are entered in Table No. I of the letter bill, with the following details: The name of the office of origin, the name of the addressee, and the place of destination, or simply the name of the office of origin and the number given to the article at that office.

3. When the number of registered articles usually sent from one office of exchange to another requires it, a special and separate list may be used to replace Table No. I of the letter bill.

4. In Table No. II are to be entered, with the details which this

porte, les dépêches closes qui accompagnent les envois directs.

5. Lorsqu'il est jugé nécessaire, pour certaines relations, de créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis, la mesure peut être réalisée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

6. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, il n'en doit pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement de la feuille d'avis.

X.

Objets recommandés.

1. Les objets recommandés et, s'il y a lieu, la liste spéciale prévue au paragraphe 3 de l'article IX, sont réunis en un paquet distinct, qui doit être convenablement enveloppé et cacheté de manière à en préserver le contenu.

2. Ce paquet, entouré de la feuille d'avis, est placé au centre de la dépêche.

3. La présence, dans la dépêche, d'un paquet d'objets recommandés dont la description est faite sur la liste spéciale mentionnée au paragraphe 1^{er} ci-dessus, doit être annoncée par l'application, en tête de la feuille d'avis, soit d'une annotation spéciale, soit de l'étiquette ou de timbre de recommandation en usage dans le pays d'origine.

4. Il est entendu que le mode d'emballage et de transmission des objets recommandés, prescrit par les paragraphes 1 et 2 ci-dessus, s'applique seulement aux relations ordinaires. Pour les relations importantes, il appartient aux administrations intéressées de prescrire, d'un commun accord, des dispositions particulières, sous réserve, dans l'un comme dans l'autre cas, des mesures exceptionnelles à prendre par les chefs des bureaux d'échange, lorsqu'ils ont à assurer la transmission d'objets recommandés qui, par

table requires, the closed mails which accompany the direct dispatches.

5. When it is deemed necessary, for certain relations, to make other tables or headings upon the letter bill, the measure may be accomplished by mutual agreement between the Administrations interested.

6. When an exchange office has no article to forward to a corresponding office, it must nevertheless send, in the ordinary form, a mail which is composed solely of the letter bill.

X.

Registered Articles.

1. The registered articles and, if necessary, the special list specified in paragraph 3 of Article IX, are placed together in a separate packet, which must be suitably inclosed and sealed so as to preserve its contents.

2. This packet, with the letter bill around it, is placed in the center of the mail.

3. The presence in the mail of a packet of registered articles, the description of which is given upon the special list mentioned in paragraph 1 above, must be announced by the application at the head of the letter bill, either of a special entry, or of the label, or of the registration stamp in use in the country of origin.

4. It is understood that the mode of making up and transmitting registered articles prescribed by paragraphs 1 and 2 above, applies only to ordinary relations. For important relations, it appertains to the Administrations interested to prescribe, by mutual agreement, special arrangements, under reservation, in the one case as in the other, of the exceptional measures to be taken by the chiefs of the exchange offices, when they have to assure the transmission of registered articles which, from their na-

leur nature, leur forme ou leur volume, ne seraient pas susceptibles d'être insérés dans la dépêche.

ture, their form, or their bulk, cannot be inserted in the mail.

XI.

XI.

Indemnité pour la perte d'un envoi recommandé.

Indemnity for the Loss of a Registered Article.

L'obligation de payer l'indemnité, en cas de perte d'un objet recommandé, incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur, sauf recours, s'il y a lieu, contre l'administration responsable.

The obligation to pay the indemnity in case of the loss of a registered article, devolves upon the Administration to which the dispatching office is subordinate, subject to appeal, if necessary, to the Administration responsible for the loss.

XII.

XII.

Confection des dépêches.

Making up the Mails.

1. En règle générale, les objets qui composent les dépêches doivent être classés et enliassés par nature de correspondance.

1. As a general rule, the articles of which the mails consist must be classified and put up in bundles according to the nature of the correspondence.

2. Toute dépêche, après avoir été ficelée intérieurement, est enveloppée de papier fort en quantité suffisante pour éviter toute détérioration du contenu, puis ficelée extérieurement et cachetée à la cire ou au moyen d'un cachet en papier gommé, avec l'impression du cachet du bureau. Elle est munie d'une suscription imprimée portant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus forts, le nom du bureau destinataire: "de . . . pour . . ."

2. Every mail, after having been first tied with string, is inclosed in strong paper of sufficient quantity to prevent any injury, to the contents, then tied again on the outside and sealed with wax, or by means of a gummed paper label bearing an impression of the seal of the office. The mail is furnished with a printed address bearing, in small characters, the name of the dispatching office, and in larger characters the name of the office of destination: "From"
"For"

3. Si le volume de la dépêche le comporte, elle est renfermée dans un sac convenablement fermé, cacheté et étiqueté.

3. If the size of the mail requires it, it is inclosed in a bag properly closed, sealed, and labeled.

4. Les sacs doivent être renvoyés vides au bureau expéditeur par le prochain courrier, sauf autre arrangement entre les offices correspondants.

4. The bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail, subject to other arrangement between the corresponding offices.

XIII.

XIII.

Vérification des dépêches.

Verification of the Mails.

1. Le bureau d'échange qui reçoit une dépêche constate, en

1. The office of exchange which receives a mail ascertains, in the first

premier lieu, si les inscriptions sur la feuille d'avis et, le cas échéant, sur la liste des objets recommandés, sont exactes.

2. Lorsqu'il reconnaît des erreurs ou des omissions, il opère immédiatement les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes, en ayant soin de biffer d'un trait de plume les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives.

3. Ces rectifications s'effectuent par le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

4. Un bulletin de vérification, conforme au modèle B annexé au présent Règlement, est dressé par le bureau destinataire, et envoyé sans délai, sous recommandation d'office, au bureau expéditeur.

5. Celui-ci, après examen, le renvoie avec ses observations, s'il y a lieu.

6. En cas de manque d'une dépêche, d'un objet recommandé, de la feuille d'avis ou de la liste spéciale, le fait est constaté immédiatement dans la forme voulue, par deux agents du bureau d'échange destinataire, et porté à la connaissance du bureau d'échange expéditeur, au moyen du bulletin de vérification. Si le cas le comporte, ce dernier bureau peut, en outre, être avisé par télégramme aux frais de l'office expéditeur du télégramme.

7. Lorsque le bureau destinataire n'a pas fait parvenir par le premier courrier au bureau expéditeur un bulletin de vérification constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, l'absence de ce document vaut comme accusé de réception de la dépêche et de son contenu, jusqu'à preuve du contraire.

XIV.

Objets recommandés.—Conditions de forme et de fermeture.

Aucune condition spéciale de forme ou de fermeture n'est exigée

place, if the entries upon the letter-bill and—the case occurring—upon the list of registered articles, are correct.

2. When it detects errors or omissions, it immediately makes the necessary corrections on the letter-bills or lists, taking care to strike out the erroneous entries with a pen, in such a manner as to let the original entries be seen.

3. These corrections are made by the concurrence of two officers. Except in the case of an obvious error, they are accepted in preference to the original statement.

4. A bulletin of verification, in conformity with model B annexed to the present Regulations, is prepared by the receiving office and sent without delay, under official registration, to the dispatching office.

5. The latter, after examination, returns it with any observations to which it may give rise.

6. In case of the failure of a mail, of a registered article, of the letter-bill, or of the special list, the circumstance is immediately authenticated, in the manner agreed upon, by two officers of the receiving exchange office, and reported to the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. If needful, the latter office may also be advised thereof by telegram, at the expense of the office which sends the telegram.

7. In case the receiving office has not forwarded by the first mail to the dispatching office a note of verification reporting errors or irregularities of any kind, the absence of that document is to be regarded as evidence of the due receipt of the mail and of its contents, until proof to the contrary.

XIV.

Registered Articles.—Conditions of form and fastening.

No special condition of form or of fastening is required for the regis-

pour les objets recommandés. Chaque office a la faculté d'appliquer à ces envois les règles établies dans son service intérieur.

tered articles. Each office has the right to apply to this correspondence the regulations established in its interior service.

XV.

Cartes postales.

1. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert. L'une des faces est réservée à l'adresse seule. La correspondance est inscrite au verso.

2. Les cartes postales ne peuvent excéder les dimensions suivantes :
Longueur, 14 centimètres ;
Largeur, 9 centimètres.

3. Autant que possible, les cartes postales émises spécialement en vue de la circulation dans l'Union, doivent porter un timbre fixe et le titre *Union postale universelle* suivie du nom du pays d'origine. Ce titre, lorsqu'il n'est pas en langue française, est reproduit en cette langue.

4. Les cartes postales émanant des offices de l'Union sont seules admises à la circulation dans le service international.

5. Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des objets quelconques.

XVI.

Papiers d'affaires.

1. Sont considérés comme papiers d'affaires, et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, toutes les pièces et tous les documents, écrits ou dessinés en tout ou en partie à la main, qui n'ont pas le caractère d'une *correspondance actuelle et personnelle*, tels que les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, les différents documents de service des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non tim-

XV.

Post Cards.

1. Post-cards must be forwarded without cover. One of the sides is reserved for the address alone. The communication is written on the other side.

2. Post-cards cannot exceed the following dimensions :
Length, 14 centimeters ;
Width, 9 centimeters.

3. As far as possible, post-cards issued specially for circulation within the Union, should bear an impressed stamp and the title "Universal Postal Union," followed by the name of the country of origin. This title, when not in the French language, is to be repeated in that language.

4. Post-cards issuing from Union offices are alone admitted to circulation in the international service.

5. It is forbidden to join or to attach to post-cards any article whatsoever.

XVI.

Commercial Papers.

1. The following are considered as commercial papers and admitted as such to the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention, viz: All instruments or documents written or drawn wholly or partly by hand, which have not the character of an *actual and personal correspondence*, such as papers of legal procedure, deeds of all kinds drawn up by public functionaries, way bills or bills of lading, invoices, the various documents of insurance companies, copies or extracts of deeds under private seal written on stamped or unstamped paper, scores or sheets of manuscript music, man-

bré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les manuscrits d'ouvrages expédiés isolément, etc.

2. Les papiers d'affaires doivent être envoyés sous bande ou dans une enveloppe ouverte.

uscripts of works forwarded separately, &c.

2. Commercial papers must be forwarded under band or in an open envelope.

XVII.

Imprimés de toute nature.

1. Sont considérés comme imprimés et admis comme tels à la modération de port consacrée par l'article 5 de la Convention, les journaux et ouvrages périodiques, les livres brochés ou reliés, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresses, les épreuves d'imprimerie avec ou sans les manuscrits s'y rapportant, les gravures, les photographies, les dessins, plans, cartes géographiques, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la lithographie ou de tout autre procédé mécanique facile à reconnaître, hormis le décalque.

2. Sont exclus de la modération de port, les timbres ou formules d'affranchissement, oblitérés ou non, ainsi que tous imprimés constituant le signe représentatif d'une valeur.

3. Le caractère de *correspondance actuelle et personnelle* ne peut pas être attribué aux indications ci-après, savoir :

1° A la signature de l'envoyeur ou à la désignation de son nom ou de sa raison sociale, de sa qualité, du lieu d'origine et de la date d'envoi ;

2° A la dédicace ou à l'hommage de l'auteur ;

3° Aux traits ou signes simplement destinés à marquer les passages d'un texte, pour appeler l'attention ;

4° Aux prix ajoutés sur les cotes

XVII.

Printed matter of all kinds.

1. The following are considered as printed matter, and admitted as such to the reduced postage sanctioned by Article 5 of the Convention, viz: Newspapers and periodical works, books stitched or bound, pamphlets, sheets of music, visiting-cards, address cards, proofs of printing, with or without the manuscripts relating thereto, engravings, photographs, drawings, plans, geographical maps, catalogues, prospectuses, announcements and notices of various kinds, whether printed, engraved, or lithographed, and, in general, all impressions or copies obtained upon paper, parchment, or card-board, by means of printing, lithographing, or any other mechanical process easy to recognize, except the copying-press.

2. The following are excluded from the reduced postage, viz: Stamps or forms of prepayment, whether obliterated or not, as well as all printed articles constituting the representative sign of a monetary value.

3. The character of *actual and personal correspondence* cannot be ascribed to the following, viz:

1st. To the signature of the sender or to the designation of his name, of his profession, of his rank, of the place of origin, and of the date of dispatch.

2d. To a dedication or mark of respect offered by the author.

3d. To the figures or signs merely intended to mark the passages of a text, in order to call attention to them.

4th. To the prices added upon the

ou prix courants de bourse ou de marchés ;

5° Enfin, aux annotations ou corrections faites sur les épreuves d'imprimerie ou de composition musicale et se rapportant au texte ou à la confection de l'ouvrage.

4. Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert d'un côté ou aux deux extrémités, ou dans une enveloppe non fermée, soit simplement pliés de manière à ne pas dissimuler la nature de l'envoi, soit enfin entourés d'une ficelle facile à dénouer.

5. Les cartes-adresses et tous imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte non pliée peuvent être expédiés sans bande, enveloppe, lien ou pli.

XVIII.

Échantillons.

1. Les échantillons de marchandises ne sont admis à bénéficier de la modération de port qui leur est attribuée par l'article 5 de la Convention que sous les conditions suivantes :

2. Ils doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles, de manière à permettre une facile vérification.

3. Ils ne peuvent avoir aucune valeur marchande, ni porter aucune écriture à la main que le nom ou la raison sociale de l'envoyeur, l'adresse du destinataire, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre et des prix.

XIX.

Objets groupés.

Il est permis de réunir dans un même envoi des échantillons de marchandises, des imprimés et des papiers d'affaires, mais sous réserve des conditions suivantes :

1° Que chaque objet pris isolément ne dépassera pas les limites

quotations or prices current of exchange or markets.

5th. Lastly, to annotations or corrections made upon proofs of printing or musical compositions, and relating to the text or to the execution of the work.

Printed matter must be either placed under band, upon a roller, between boards, in a case open at one side or at both ends, or in an unclosed envelope, or simply folded in such a manner as not to conceal the nature of the packet, or, lastly, tied by a string easy to unfasten.

5. Address cards, and all printed matter presenting the form and consistency of an unfolded card, may be forwarded without band, envelope, fastening, or fold.

XVIII.

Samples.

1. Samples of merchandize are admitted to the advantage of the reduction of postage which is granted to them by Article 5 of the Convention only under the following conditions :

2. They must be placed in bags, boxes, or removable envelopes, in such a manner as to admit of easy inspection.

3. They must not have any salable value, nor bear any manuscript other than the name or profession of the sender, the address of the addressee, a manufacturer's or trade mark, numbers, and prices.

XIX.

Articles grouped together.

It is permitted to inclose in the same packet samples of merchandise, printed matter and commercial papers, but subject to the following conditions :

1st. That each article taken singly shall not exceed the limits

qui lui sont applicables quant au poids et quant à la dimension ;

2° Que le poids total ne peut pas dépasser deux kilogrammes par envoi ;

3° Que la taxe sera au minimum de 25 centimes si l'envoi contient des papiers d'affaires, et de 10 centimes s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

which are applicable to it as regards weight and size.

2d. That the total weight must not exceed two kilogrammes per package.

3d. That the minimum charge shall be 25 centimes when the packet contains commercial papers, and 10 centimes when it consists of printed matter and samples.

XX.

Correspondances réexpédiées.

1. En exécution de l'article 10 de la Convention, et sauf les exceptions prévues au paragraphe 2 du présent article, les correspondances de toute nature adressées, dans l'Union, à des destinataires ayant changé de résidence sont traitées par l'office distributeur, comme si elles avaient été adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. A l'égard des envois du service interne de l'un des pays de l'Union qui entrent, par suite de réexpédition, dans le service d'un autre pays de l'Union, on observe les règles suivantes :

1° Les envois non affranchis ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont traités comme correspondances internationales et frappés, par l'office distributeur, de la taxe applicable aux envois de même nature directement adressés du pays d'origine dans le pays où se trouve le destinataire ;

2° Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés, suivant leur nature, par l'office distributeur, d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu, si les envois avaient été expédiés primitivement sur la nouvelle destination. Le montant de cette différence doit être exprimé en francs

XX.

Reforwarded Correspondence.

1. In execution of Article 10 of the Convention, and subject to the exceptions specified in paragraph 2 of the present Article, correspondence of every kind circulating in the Union, addressed to persons who have changed their residence, is treated by the delivering office as if it had been addressed directly from the place of origin to the place of new destination.

2. With regard to articles of the interior service of one of the countries of the Union, which enter, in consequence of reforwarding, into the service of another country of the Union, the following rules are observed :

1st. Articles unpaid or insufficiently paid for their first transmission, are treated as international correspondence, and subjected by the delivering office to the charge applicable to articles of the same nature addressed directly from the country of origin to the country in which the addressee may be.

2d. Articles regularly paid for their first transmission, and upon which the remainder of the charge relating to the further transmission has not been paid previous to reforwarding, are subjected, according to their nature, by the delivering office, to a charge equal to the difference between the prepaid rate already paid and that which would have been levied if the articles had been originally dispatched to their new destination. The amount of this difference must be expressed

et centimes à côté des timbres-poste par l'office réexpéditeur

Dans l'un et l'autre cas, les taxes prévues ci-dessus restent exigibles du destinataire, alors même que, par suite de réexpéditions successives, les envois reviennent dans le pays d'origine.

3. Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés par la voie la plus prompte sur leur destination.

XXI.

Rebuts.

1. Les correspondances de toute nature qui sont tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, doivent être renvoyées, aussitôt après les délais de conservation voulus par les règlements du pays destinataire, par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs et en une liasse spéciale étiquetée: *Rebuts*.

2. Toutefois, les correspondances recommandées, tombées en rebut, sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine et comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à destination de ce pays, sauf qu'en regard de l'inscription nominative au tableau n° I de la feuille d'avis ou sur la liste détachée la mention *Rebuts* est consignée dans la colonne d'observations par le bureau réexpéditeur.

3. Par exception, deux offices correspondants peuvent, d'un commun accord, adopter un autre mode de renvoi de rebuts, ainsi que se dispenser de se renvoyer réciproquement certains imprimés considérés comme dénués de valeur.

XXII.

Statistique des frais de transit.

1. Les statistiques à effectuer une fois tous les deux ans, en exécution des articles 4 et 12 de la Con-

in francs and centimes at the side of the postage stamps by the reforwarding office.

In both cases, the charges contemplated above remain to be defrayed by the addressees, even if, owing to successive reforwardings, the articles should return to the country of origin.

3. Articles of every kind missent are, without delay, reforwarded by the most rapid route to their destination.

XXI.

Undelivered Correspondence.

1. The correspondence of every kind which is not delivered, from whatever cause, must be returned immediately after the expiration of the period for keeping it required by the laws of the country of destination, through the intermediary of the respective offices of exchange, and in a special bundle labeled "*Rebuts*".

2. Nevertheless, undelivered registered correspondence is returned to the exchange office of the country of origin as if it were registered correspondence addressed to that country, except that as regards the descriptive entry in Table No. I of the letter bill, or in the separate list, the word "*Rebuts*" is entered in the column of observations by the returning office.

3. As an exception, two corresponding offices may, by mutual agreement, adopt a different mode of returning undelivered correspondence, and may also dispense with the reciprocal return of certain printed matter considered to be without value.

XXII.

Statistics of Transit Expenses.

1. The statistics to be taken once every two years in execution of Articles 4 and 12 of the Convention,

vention, pour le décompte, tant des frais de transit dans l'Union que des taxes afférentes au transport en dehors des limites de l'Union, sont établies d'après les dispositions des articles suivants, pendant toute la durée du mois de mai ou du mois de novembre alternativement, de manière que la première statistique aura lieu en novembre 1879, la seconde en mai 1881, la troisième en novembre 1883, et ainsi de suite.

2. La statistique de novembre 1879 sortira ses effets à partir du 1^{er} avril de la même année jusqu'au 31 décembre 1880. Chaque statistique ultérieure servira de base pour les paiements se rapportant à l'année courante et à celle qui suit.

3. Si, pendant la période d'application de la statistique, il vient à entrer dans l'Union un pays ayant des relations importantes, les pays de l'Union dont la situation pourrait, par suite de cette circonstance, se trouver modifiée sous le rapport du paiement des droits de transit, ont la faculté de réclamer une statistique spéciale se rapportant exclusivement aux pays nouvellement entrés.

XXIII.

Correspondances à découvert.

1. L'office servant d'intermédiaire pour la transmission des correspondances échangées à découvert, soit entre deux pays de l'Union, soit entre un pays de l'Union et un pays étranger à celle-ci, dresse d'avance, pour chacun de ses correspondants de l'Union, un tableau conforme au modèle D, annexé au présent Règlement et dans lequel il indique, en distinguant, s'il y a lieu, les diverses voies d'acheminement, les prix de port au poids lui revenant pour le transport dans l'Union de l'une et de l'autre catégorie de ces correspondances au moyen des services dont il dispose, ainsi que les prix de port au poids à bonifier, le cas échéant, par lui-même, à d'autres offices de l'Union, pour le transport

for the settlement as well of the expenses of transit within the Union as of the charges relating to the conveyance beyond the limits of the Union, are established according to the provisions of the following Articles, during the entire month of May or of November alternately, in such a manner that the first statistics shall take place in November, 1879; the second in May, 1881; the third in November, 1883; and so on.

2. The statistics of November, 1879, shall take effect from the 1st of April in the same year, until the 31st December, 1880. Each subsequent statistical account shall serve as basis for the payments relating to the current year, and to that which follows.

3. If during the period of application of the statistics, a country having important relations should enter the Union, the countries of the Union whose situation might, in consequence of this circumstance, be affected in regard to the payment of transit rates, have the option to demand special statistics relating exclusively to the countries recently admitted.

XXIII.

Correspondence in Open Mails.

1. The office serving as the medium for the transmission of correspondence exchanged in open mails, either between two countries of the Union or between a country of the Union and a country foreign to it, prepares beforehand, for each of its correspondents of the Union, a table in conformity with model D annexed to the present Regulations, and in which it indicates, distinguishing, if needful, the different routes of transmission, the rates or payment by weight due to it for conveyance within the Union of both categories of correspondence by means of the services at its disposal, as well as the rates of payment by weight to be paid, the case occurring, by the office itself to other

ultérieur desdites correspondances dans l'Union. Au besoin, il se renseigne en temps utile, auprès des offices des pays à traverser, sur les voies que devront suivre les correspondances et sur les prix à leur appliquer.

2. Un exemplaire du tableau D est remis par ledit office à l'office correspondant intéressé et sert de base à un décompte spécial à établir entre eux, du chef du port intermédiaire dans l'Union des correspondances dont il s'agit. Ce décompte est dressé par l'office qui reçoit les correspondances et soumis à la vérification de l'office expéditeur.

3. L'office expéditeur établit, d'après les données de la formule D, fournie par son correspondant, des tableaux conformes au modèle E ci-annexé et destinés à relater, pour chaque dépêche, les frais de port intermédiaire dans l'Union des correspondances sans distinction d'origine, comprises dans la dépêche pour être acheminées par l'intermédiaire dudit correspondant. A cet effet, le bureau d'échange expéditeur inscrit au cadre n^o I d'une formule E, qu'il joint à son envoi, le poids total, selon leur nature, des correspondances de l'espèce qu'il livre à découvert au bureau d'échange correspondant, et celui-ci, après vérification, prend livraison de ces correspondances, pour les acheminer vers leurs destinations, en les confondant avec les siennes propres pour le paiement, s'il y a lieu, des prix de port ultérieurs.

4. Quant aux frais de transport en dehors du ressort de l'Union des correspondances à destination ou provenant des pays étrangers à l'Union, ils sont évalués d'après les données du tableau C mentionné à l'article V du présent Règlement et inscrits en bloc sur la formule E, savoir :

offices of the Union, for the further conveyance of the said correspondence within the Union. If needful, it communicates in due time with the offices of the countries to be traversed as to the routes the correspondence is to take, and the rates to be applied thereto.

2. A copy of Table D is forwarded by the said office to the corresponding office interested, and serves as the basis of a special account to be established between them with reference to the intermediate conveyance in the Union of the correspondence in question. This account is prepared by the office which receives the correspondence, and is submitted to the examination of the dispatching office.

3. The dispatching office prepares, according to the particulars given in the form D furnished by its correspondent, tables in conformity with model E hereto annexed, and intended to show for each mail the expenses of intermediate conveyance within the Union of the correspondence, without distinction of origin, comprised in the mail to be forwarded by the intermediary of the said corresponding office. With this view, the dispatching exchange office enters in Table No. 1 of a form E, which it joins to its dispatch, the total weight, according to its nature, of the correspondence of this class which it delivers in open mail to the corresponding exchange office, and the latter, after verification, undertakes the further transmission of the correspondence to its destination in mixing it with its own, in respect to the payment, if needful, of the further charges for conveyance.

4. With regard to the expenses of conveyance beyond the limits of the Union of correspondence addressed to or coming from countries foreign to the Union, they are calculated according to the particulars given in the Table C mentioned in Article V of the present Regulations and entered in gross upon the form E, as follows :

Au cadre n° II, s'il s'agit de correspondances affranchies pour l'étranger (frais à la charge de l'office de l'Union expéditeur);

Au cadre n° III, s'il s'agit de correspondances non affranchies venant de l'étranger et de correspondances réexpédiées ou tombées en rebut qui sont grevées de taxes étrangères à rembourser (frais à la charge de l'office de l'Union destinataire).

5. Toute erreur dans la déclaration du bureau d'échange expéditeur du tableau E est signalée immédiatement à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification, nonobstant la rectification opérée sur le tableau lui-même.

6. A défaut de correspondances passibles d'un port intermédiaire ou étranger, il n'est pas dressé de tableau E. Dans le cas de l'omission non justifiée de ce tableau, l'irrégularité est également signalée, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau en faute, et doit être réparée immédiatement par ce dernier.

XXIV.

Dépêches closes.

1. Les correspondances échangées en dépêches closes, entre deux offices de l'Union ou entre un office de l'Union et un office étranger à l'Union, à travers le territoire ou au moyen des services d'un ou de plusieurs autres offices, font l'objet d'un relevé conforme au modèle F annexé au présent Règlement, et qui est établi d'après les dispositions suivantes:

2. En ce qui concerne les dépêches d'un pays de l'Union pour un autre pays de l'Union, le bureau d'échange expéditeur inscrit, à la feuille d'avis pour le bureau d'échange destinataire de la dépêche, le poids net des lettres et des cartes postales et celui des autres objets, sans distinction de l'origine ni de la destination des correspondances. Ces indications sont vérifiées par le bureau destinataire, lequel dresse,

In Table No. II, in the case of paid correspondence for abroad (expense at the charge of the dispatching office of the Union);

In Table No. III, in the case of unpaid correspondence coming from abroad, and of reforwarded or undelivered correspondence marked with foreign charges to be refunded (expense at the charge of the Union office of destination);

5. Any error in the statement of the office of exchange which has dispatched the Table E is immediately notified to that office by means of a bulletin of verification, notwithstanding the correction made in the table itself.

6. If there be no correspondence liable to a charge for intermediate or foreign conveyance, the Table E is not prepared. In case of the unexplained omission of this table, the irregularity is equally reported, by means of a bulletin of verification, to the office in fault, and must be immediately repaired by the latter.

XXIV.

Closed Mails.

1. The correspondence exchanged in closed mails between two offices of the Union, or between an office of the Union and an office foreign to the Union, across the territory, or by means of the services of one or more other offices, forms the object of a statement similar to model F annexed to the present Regulations, and which is prepared according to the following stipulations:

2. As regards the mails from one country of the Union to another country of the Union, the dispatching office of exchange enters in the letter-bill for the office of exchange receiving the mail, the net weight of the letters and post-cards, and of the other articles, without distinction of the origin or destination of the correspondence. These entries are verified by the receiving office, which prepares, at

à la fin de la période de statistique, le relevé mentionné ci-dessus, en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés y compris celui du lieu de départ.

3. Dans les quatre jours qui suivent la clôture des opérations de statistique, les relevés F sont transmis, par les bureaux d'échange qui les ont établis, aux bureaux d'échange de l'office débiteur pour être revêtus de leur acceptation. Ceux-ci, après avoir accepté ces relevés, les transmettent à l'administration centrale dont ils relèvent, chargée de les répartir entre les offices intéressés.

4. En ce qui concerne les dépêches closes échangées entre un pays de l'Union et un pays étranger à l'Union, par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs offices de l'Union, le transport s'en effectue, dans les deux sens, à la charge dudit pays de l'Union, et les bureaux d'échange de ce pays dressent eux-mêmes, pour chaque dépêche expédiée ou reçue, un relevé F qu'ils transmettent à l'office de sortie ou d'entrée, lequel établit, à la fin de la période de statistique, un relevé général en autant d'expéditions qu'il y a d'offices intéressés, y compris lui-même et l'office de l'Union débiteur. Une expédition de ce relevé est transmise à l'office débiteur, ainsi qu'à chacun des offices qui ont pris part au transport des dépêches.

XXV.

Compte des frais de transit.

1. Les tableaux E et F sont résumés dans un compte particulier par lequel on établit, en francs et centimes, le prix annuel de transit revenant à chaque office en multipliant les totaux par 12. Le soin d'établir ce compte incombe à l'office créateur, qui le transmet à l'office débiteur.

the end of the period for taking the statistics, the statement above mentioned, in as many copies as there are offices interested, including the office of the place of dispatch.

3. In the four days which follow the close of the statistical operations, the statements F are transmitted by the offices of exchange which have prepared them to the offices of exchange of the Administration indebted, in order to be accepted by them. The latter, after having accepted these statements, transmit them to the Central Administration to which they are subordinate, which is charged with distributing them among the offices interested.

4. As regards the closed mails exchanged between a country of the Union and a country foreign to the Union, by the intermediary of one or several offices of the Union, their conveyance is effected in both directions at the charge of the said Union country, and the offices of exchange of that country themselves prepare, for each mail dispatched or received, a statement F, which they transmit to the office of departure or of entry, which prepares, at the end of the statistical period, a general statement, in as many copies as there are offices interested, including itself and the debtor office of the Union. A copy of this statement is transmitted to the debtor office, as well as to each of the offices which have participated in the conveyance of the mails.

XXV.

Account of the Expenses of Transit.

1. The Tables E and F are incorporated in a special account, in which is shown, in francs and centimes, the annual amount of transit payment accruing to each office, by multiplying the totals by 12. The duty of preparing this account devolves upon the creditor office, which transmits it to the debtor office.

2. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre deux offices est payé par l'office débiteur à l'office créateur, en francs effectifs et au moyen de traites tirées sur la capitale ou sur une place commerciale de ce dernier office.

3. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes des frais de transit, afférents à un exercice, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du premier semestre de l'exercice suivant. Passé ce délai, les sommes dues par un office à un autre office sont productives d'intérêts, à raison de cinq pour cent l'an et à dater du jour de l'expiration dudit délai.

4. Est réservée, toutefois, aux offices intéressés la faculté de prendre, d'un commun accord, d'autres dispositions que celles qui sont formulées dans le présent article.

2. The balance resulting from the reciprocal accounts between two offices is paid by the debtor office to the creditor office in effective francs, and by means of bills drawn upon the capital, or upon a commercial place of the latter office.

3. The preparation, transmission, and payment of the accounts of the expenses of transit belonging to a period of service must be effected with the least possible delay, and at the latest, before the expiration of the first six months of the following period of service. When this time has passed, the amounts due by one office to another office are subject to interest at the rate of five per cent. per annum, dating from the day of the expiration of the said delay.

4. Nevertheless, the option is reserved to the offices interested to make, by mutual agreement, other arrangements than those which are set forth in the present Article.

XXVI.

Exceptions en matière de poids.

Il est admis, par mesure d'exception, que les États qui, à cause de leur régime intérieur, ne peuvent adopter le type de poids décimal métrique, ont la faculté d'y substituer l'once *avoir du poids* (28 gr. 3465), en assimilant une demi-once à 15 grammes et deux onces à 50 grammes, et d'élever, au besoin, la limite du port simple des journaux à quatre onces, mais sous la condition expresse que, dans ce dernier cas, le port des journaux ne soit pas inférieur à 10 centimes et qu'il soit perçu un port entier par numéro de journal, alors même que plusieurs journaux se trouveraient groupés dans un même envoi.

XXVI.

Exceptions in matters of Weight.

As an exceptional measure, it is agreed that the States which, in consequence of their interior regulations, are unable to adopt the decimal metrical system of weight, have the right to substitute for it the ounce *avoirdupois* (28.3465 grammes), by assimilating a half ounce to 15 grammes, and two ounces to 50 grammes, and to raise, if needful, the limit of the single rate of postage on newspapers to four ounces, but under the express condition that, in the latter case, the postage on newspapers be not less than 10 centimes, and that an entire rate of postage be charged for each copy of the newspaper, even though several newspapers be included in the same packet.

XXVII.

Réclamation d'objets ordinaires non parvenus.

1. Toute réclamation relative à un objet de correspondance ordinaire non parvenu à destination donne lieu au procédé suivant.

1° Il est remis au réclamant une formule conforme au modèle G ci-annexé, avec prière d'en remplir, aussi exactement que possible, la partie qui le concerne.

2° Le bureau où la réclamation s'est produite transmet la formule directement au bureau correspondant. La transmission s'effectue d'office et sans aucun écrit.

3° Le bureau correspondant fait présenter la formule au destinataire ou à l'expéditeur, selon le cas, avec prière de fournir des renseignements à ce sujet.

4° Munie de ces renseignements, la formule est renvoyée d'office au bureau qui l'a dressée.

5° Dans le cas où la réclamation est reconnue fondée, elle est transmise à l'administration centrale pour servir de base aux investigations ultérieures.

6° A moins d'entente contraire, la formule est rédigée en français ou porte une traduction française.

2. Toute administration peut exiger, par une notification adressée au Bureau international, que l'échange des réclamations, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise des administrations centrales, ou par l'intermédiaire d'un bureau spécialement désigné.

XXVIII.

Répartition des frais du Bureau international.

1. Les frais communs du Bureau international ne doivent pas dépasser, par année, la somme de

XXVII.

Applications for Ordinary Articles which have failed to reach their Destination.

1. Every application respecting an article of ordinary correspondence which has failed to reach its destination gives rise to the following proceeding:

1st. A form similar to the model G hereto annexed, is handed to the applicant, who is requested to fill up as exactly as possible, the portion which concerns him.

2d. The office at which the application originates transmits the form direct to the corresponding office. It is transmitted officially and without any writing.

3d. The corresponding office causes the form to be handed to the addressee or to the sender, as the case may be, with the request that particulars on the subject be furnished.

4th. Supplied with these particulars, the form is sent back officially to the office which prepared it.

5th. In case the application proves to be well founded, it is transmitted to the Central Administration, to serve as the basis for further investigation.

6th. Unless by agreement to the contrary, the form is drawn up in French, or bears a French translation.

2. Any Administration may require, by means of a notification addressed to the International Bureau, that the exchange of applications, so far as it is concerned, be effected through the intermediary of the Central Administrations, or of an office specially designated.

XXVIII.

Division of the Expenses of the International Bureau.

1. The ordinary expenses of the International Bureau must not exceed the sum of 100,000 francs an-

100,000 francs, non compris les frais spéciaux auxquels donne lieu la réunion d'un congrès ou d'une conférence.

2. L'Administration des Postes suisses surveille les dépenses du Bureau international, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel, qui est communiqué à toutes les autres administrations.

3. Pour la répartition des frais, les pays de l'Union sont divisés en sept classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir:

1 ^{re} classe	- -	25 unités.
2 ^e " "	- -	20
3 ^e " "	- -	15
4 ^e " "	- -	10
5 ^e " "	- -	5
6 ^e " "	- -	3
7 ^e " "	- -	1

4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre des pays de chaque classe, et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

5. Les pays de l'Union sont classés ainsi qu'il suit, en vue de la répartition des frais:

1^{re} classe: Allemagne, Autriche-Hongrie, États-Unis d'Amérique, France, Inde britannique, ensemble des autres colonies britanniques moins le Canada, Grande-Bretagne, Italie, Russie, Turquie;

2^e classe: Espagne;

3^e classe: Belgique, Brésil, Canada, Égypte, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Suède, colonies ou provinces espagnoles d'outre mer, colonies françaises, Indes orientales néerlandaises;

4^e classe: Danemark, Norvège, Portugal, Suisse, colonies portugaises;

5^e classe: Argentine (République), Grèce, Mexique, Pérou, Serbie;

6^e classe: colonie de Surinam (ou Guyane néerlandaise), colonie

nally, not including the special expenses to which the meeting of a Congress or of a Conference may give rise.

2. The Administration of the Swiss Post Office superintends the expenses of the International Bureau, makes the necessary advances, and prepares the annual account, which is communicated to all the other Administrations.

3. For the division of the expenses, the countries of the Union are divided into seven classes, each contributing in the proportion of a certain number of units, viz:

1st class	- -	25 units.
2nd " "	- -	20 "
3rd " "	- -	15 "
4th " "	- -	10 "
5th " "	- -	5 "
6th " "	- -	3 "
7th " "	- -	1 "

4. These coefficients are multiplied by the number of countries of each class, and the total of the products thus obtained furnishes the number of units by which the total expense is to be divided. The quotient gives the amount of the unit of expense.

5. The countries of the Union are classified as follows, in view of the division of the expenses:

1st class: Germany, Austria-Hungary, United States of America, France, British India, the whole of the other British colonies except Canada, Great Britain, Italy, Russia, Turkey.

2d class: Spain.

3d class: Belgium, Brazil, Canada, Egypt, Japan, Netherlands, Roumania, Sweden, Spanish colonies or provinces beyond sea, French colonies, Netherland East Indies.

4th class: Denmark, Norway, Portugal, Switzerland, Portuguese colonies.

5th class: Argentine Republic, Greece, Mexico, Peru, Servia.

6th class: Colony of Surinam (or Dutch Guiana), colony of Cura-

de Curaçao (ou Antilles néerlandaises), Luxembourg, Perse, colonies danoises, Salvador;

7^e classe: Monténégro.

coa (or Netherland West Indies), Luxemburg, Persia, Danish colonies, Salvador.

7th class: Montenegro.

XXIX.

Communications à adresser au Bureau international.

1. Le Bureau international sert d'intermédiaire aux notifications régulières et générales qui intéressent les relations internationales.

2. Les administrations faisant partie de l'Union doivent se communiquer notamment par l'intermédiaire du Bureau international:

1^o L'indication des surtaxes qu'elles perçoivent, par application de l'article 5 de la Convention, en plus de la taxe de l'Union, soit pour port maritime, soit pour frais de transport extraordinaire, ainsi que la nomenclature des pays par rapport auxquels ces surtaxes sont perçues, et, s'il y a lieu, la désignation des voies qui en motivent la perception;

2^o L'empreinte du timbre spécial ou de la marque servant à constater la recommandation;

3^o Le modèle de leur formule d'avis de réception;

4^o La collection de leurs timbres-poste;

5^o Enfin, les tableaux C dont l'établissement est prescrit par l'article V du présent Règlement.

3. Toute modification apportée ultérieurement, à l'égard de l'un ou l'autre des cinq points ci-dessus mentionnés, doit être notifiée sans retard de la même manière.

4. Le Bureau international reçoit également de toutes les administrations de l'Union deux exemplaires de tous les documents qu'elles publient, tant sur le service intérieur que sur le service international.

5. En outre, chaque administration fait parvenir, dans le premier se-

XXIX.

Communications to be addressed to the International Bureau.

1. The International Bureau serves as the intermediary for the regular and general notifications which concern the international relations.

2. The Administrations forming the Union must communicate to each other specially through the medium of the International Bureau:

1st. Information of the additional charges which they levy by virtue of Article 5 of the Convention, in addition to the Union rate, whether for sea-postage or for the expenses of extraordinary conveyance, as well as a list of the countries in relation to which these surcharges are levied, and, if needful, the designation of the routes which cause their collection;

2d. The impression of the special stamp or mark serving to authenticate the registration;

3d. The model of their form of advice of receipt;

4th. The collection of their postage stamps;

5th. Lastly, the Tables C, the preparation of which is prescribed by Article V of the present Regulations.

3. Every modification adopted hereafter in regard to one or other of the five points above mentioned, must be notified, without delay, in the same manner.

4. The International Bureau equally receives from all the Administrations of the Union, two copies of all the documents which they publish, as well relating to the interior service as to the international service.

5. Moreover, each Administration transmits, in the first half of

mestre de chaque année, au Bureau international, une série complète de renseignements statistiques, se rapportant à l'année précédente, sous forme de tableaux dressés d'après les indications du Bureau international, qui distribue à cet effet des formules toutes préparées.

6. Les correspondances adressées par les administrations de l'Union au Bureau international, et *vice versa*, sont assimilées, pour la franchise de port, aux correspondances échangées entre les administrations.

XXX.

Attributions du Bureau international.

1. Le Bureau international dresse une statistique générale, pour chaque année.

2. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal spécial en langues allemande, anglaise et française.

3. Tous les documents publiés par le Bureau international sont distribués aux administrations de l'Union, dans la proportion du nombre d'unités contributives assignées à chacune d'elles par l'article XXVIII précédent.

4. Les exemplaires et documents supplémentaires qui seraient réclamés par ces administrations sont payés à part, d'après leur prix de revient.

5. Le Bureau international doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des membres de l'Union, pour leur fournir, sur les questions relatives au service international des postes, les renseignements spéciaux dont ils pourraient avoir besoin.

6. Le Bureau international instruit les demandes de modification ou d'interprétation des dispositions qui régissent l'Union. Il notifie les résultats de chaque instruction, et toute modification ou résolution adoptée n'est exécutoire que deux

each year, to the International Bureau, a complete series of statistical details relating to the preceding year, in the form of tables filled up according to information from the International Bureau, which distributes for this purpose formulas already prepared.

6. The correspondence addressed by the Administrations of the Union to the International Bureau, and *vice versa*, is assimilated, as regards freedom from postage, to the correspondence exchanged between the Administrations.

XXX.

Duties of the International Bureau.

1. The International Bureau prepares general statistics for each year.

2. It publishes, by the aid of the documents which are put at its disposal, a special journal in the German, English, and French languages.

3. All the documents published by the International Bureau are distributed to the Administrations of the Union in the proportion of the number of contributing units assigned to each by Article XXVIII preceding.

4. The additional copies and documents which may be applied for by these Administrations are paid for, separately, at prime cost.

5. The International Bureau must, besides, hold itself always at the disposal of the members of the Union, for the purpose of furnishing them with any special information they may require upon questions relating to the International Postal Service.

6. The International Bureau makes known demands for the modification or interpretation of the stipulations which govern the Union. It notifies the results of each application, and any modification or resolution adopted is not ex-

mois, au moins, après sa notification.

7. Dans les questions à résoudre par l'assentiment unanime ou par la majorité des administrations de l'Union, celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai maximum de quatre mois, sont considérées comme s'abstenant.

8. Le Bureau international prépare les travaux des congrès ou conférences. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

9. Le directeur de ce Bureau assiste aux séances des congrès ou conférences, et prend part aux discussions sans voix délibérative.

10. Il fait sur sa gestion un rapport annuel qui est communiqué à toutes les administrations de l'Union.

11. La langue officielle du Bureau international est la langue française.

XXXI.

Langue.

1. Les feuilles d'avis, tableaux, relevés et autres formules, à l'usage des administrations de l'Union pour leurs relations réciproques, doivent, en règle générale, être rédigés en langue française, à moins que les administrations intéressées n'en disposent autrement par une entente directe.

2. En ce qui concerne la correspondance de service, l'état de choses actuel est maintenu, sauf autre arrangement à intervenir ultérieurement et d'un commun accord entre les administrations intéressées.

XXXII.

Ressort de l'Union.

Sont considérés comme appartenant à l'Union postale universelle:

ecutive until two months, at least, after its notification.

7. In the questions to be decided by unanimous assent or by the majority of the Union Administrations, those Administrations which have not sent in their reply within the maximum delay of four months are considered as expressing no opinion.

8. The International Bureau prepares the business to be submitted to the Congresses or Conferences. It undertakes the necessary copying and printing, the editing and distribution of amendments, journals of proceedings, and other details.

9. The Director of this Bureau attends the sessions of the Congresses or Conferences, and takes part in the discussions, without the power of voting.

10. There is issued, under his superintendence, an annual report, which is communicated to all the Administrations of the Union.

11. The official language of the International Bureau is the French language.

XXXI.

Language.

1. The letter-bills, tables, statements, and other forms used by the Administrations of the Union in their reciprocal relations must, as a general rule, be drawn up in the French language, unless the Administrations interested arrange otherwise by direct agreement.

2. As regards official correspondence, the present state of things is maintained, unless any other arrangement should subsequently be agreed upon by common consent between the Administrations interested.

XXXII.

Jurisdiction of the Union.

The following are considered as belonging to the Universal Postal Union:

1° L'île de Hélioland, comme assimilée à l'Allemagne, au point de vue postal;

2° La principauté de Liechtenstein, comme relevant de l'administration des postes d'Autriche;

3° L'Islande et les îles Féroë, comme faisant partie du Danemark;

4° Les îles Baléares, les îles Canaries et les possessions espagnoles de la côte septentrionale d'Afrique, comme faisant partie de l'Espagne; la République du Val d'Andorre, les établissements de poste de l'Espagne sur la côte occidentale du Maroc, comme relevant de l'administration des postes espagnoles;

5° L'Algérie comme faisant partie de la France; la principauté de Monaco et les bureaux de poste français établis à Tunis, à Tanger (Maroc) et à Shang-Haï (Chine), comme relevant de l'administration des postes de France; le Cambodge et le Tonkin comme assimilés, quant au service postal, à la colonie française de Cochinchine;

6° Gibraltar, ainsi que Malte et dépendances, comme relevant de l'administration des postes de la Grande-Bretagne;

7° Les bureaux de poste que l'administration de la colonie anglaise de Hong-Kong entretient à Kiung-Schow, Canton, Swatow, Amoy, Fouchou, Ningpo, Shang-Haï et Hankow (Chine), et à Haï-Phung et Hanoi (Tonkin);

8° Les établissements de poste indiens d'Aden, de Mascate, du golfe Persique, de Guadur et de Mandalay, comme relevant de l'administration des postes de l'Inde britannique;

9° La République de Saint-Marin et les bureaux italiens de Tunis et de Tripoli de Barbarie, comme relevant de l'administration des postes d'Italie;

10° Les bureaux de poste que l'administration japonaise a établis à Shang-Haï, Chefoo, Chinkiang, Hankow, Ningpo, Foo-Chow, Newchwang, Kiukiang et Tien-Tsin (Chine), et à Fusanpo (Corée);

1st. The Island of Heligoland, as assimilated to Germany, from a postal point of view.

2d. The Principality of Liechtenstein, as subordinate to the Postal Administration of Austria.

3d. Iceland and the Faroe Islands, as forming part of Denmark.

4th. The Balearic Isles, the Canary Islands, and the Spanish possessions on the Northern Coast of Africa, as forming part of Spain; the Republic of Andorra and the Postal establishments of Spain upon the western coast of Morocco, as subordinate to the Spanish Postal Administration.

5th. Algeria, as forming part of France; the Principality of Monaco, and the French post-offices established at Tunis, Tangier (Morocco), and at Shanghai (China), as subordinate to the Postal Administration of France; Cambodia and Tonquin, as assimilated, so far as regards the postal service, to the French colony of Cochinchina.

6th. Gibraltar, as well as Malta and its dependencies, as subordinate to the Postal Administration of Great Britain.

7th. The post-offices which the Administration of the English colony of Hong-Kong maintains at Kiung-chow, Canton, Swatow, Amoy, Foo-chow, Ningpo, Shanghai, and Hankow (China), and Haifung and Hanoi (Tonquin).

8th. The Indian postal establishments of Aden, Muscat, Persian Gulf, Guadur, and Mandalay, as subordinate to the Postal Administration of British India.

9th. The Republic of St. Marino, and the Italian offices of Tunis and Tripoli, in Barbary, as subordinate to the Postal Administration of Italy.

10th. The post-offices which the Japanese Administration has established at Shanghai, Chefoo, Chinkiang, Hankow, Ningpo, Foo-Chow, Newchwang, Kiukiang, and Tien-Tsin (China), and of Fusanpo (Corea).

11° Madère et les Açores, comme faisant partie du Portugal;

12° Le Grand-Duché de Finlande, comme faisant partie intégrante de l'Empire de Russie.

11th. Madeira and the Azores, as forming part of Portugal.

12th. The Grand Duchy of Finland, as forming an integral part of the Empire of Russia.

XXXIII.

Dans l'intervalle qui s'écoule entre les réunions, toute administration des postes d'un pays de l'Union a le droit d'adresser aux autres administrations participantes, par l'intermédiaire du Bureau international, des propositions concernant les dispositions du présent Règlement. Mais, pour devenir exécutoires, ces propositions doivent réunir, savoir:

1° L'unanimité des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII et XXXIV;

2° Les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de la modification des dispositions des articles I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI et XXXII;

3° La simple majorité absolue, s'il s'agit soit de la modification des dispositions autres que celles indiquées ci-dessus, soit de l'interprétation des diverses dispositions du Règlement.

Les résolutions valables sont consacrées par une simple notification du Bureau international à toutes les administrations de l'Union.

XXXIV.

Durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 1^{er} juin 1878. Il aura la même durée que cette Convention, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les parties intéressées.

XXXIII.

In the interval which elapses between the meetings, every Postal Administration of a country of the Union has the right to address to the other participating Administrations, through the intermediary of the International Bureau, proposals in regard to the stipulations of the present Regulations. But to become binding, these proposals must obtain, as follows:

1st. Unanimity of votes, if they relate to the modification of the stipulations of the Articles III, IV, V, XI, XXVI, XXXIII, and XXXIV.

2d. Two-thirds of the votes, if they relate to the modification of the stipulations of the Articles I, II, VIII, X, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXII, XXIII, XXIV, XXV, XXVII, XXXI, and XXXII.

3d. Simply an absolute majority, if they relate to the modification of stipulations other than those above mentioned, or to the interpretation of the various stipulations of the Regulations.

The resolutions adopted in due form are sanctioned by a simple notification from the International Bureau to all the Administrations of the Union.

XXXIV.

Duration of the Regulations.

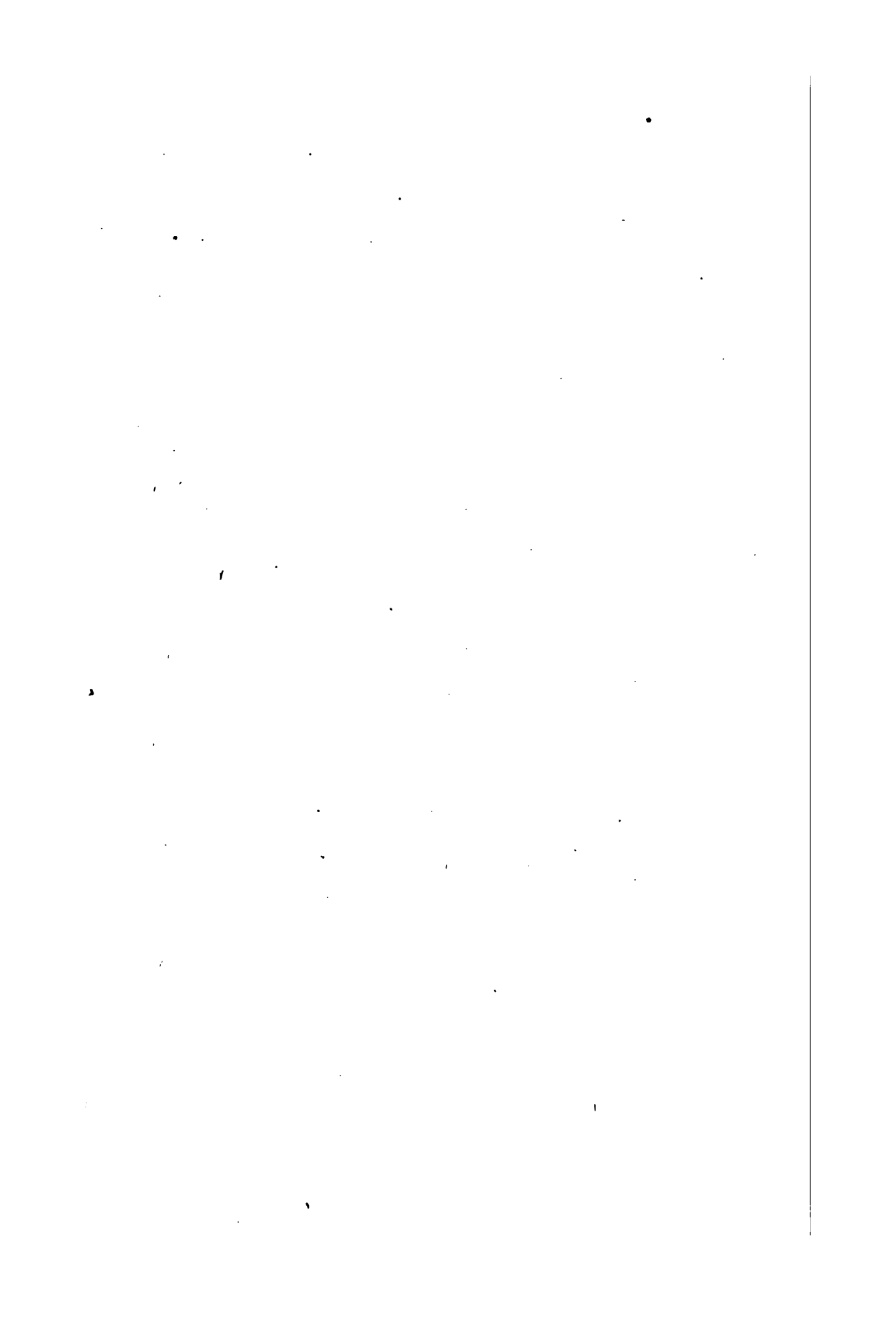
The present Regulations shall be put into execution from the day on which the Convention of the 1st June, 1878, comes into force. They shall have the same duration as that Convention, unless they be renewed by mutual agreement between the parties interested.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 1878.

Done at Paris, the 1st June, 1878.

Pour les États-Unis de l'Amérique du Nord	{ JAS. N. TYNER. JOSEPH H. BLACKFAN.
Pour l'Allemagne	{ DR. STEPHAN. GÜNTHER. SACHSE.
Pour la République Argentine	CÁRLOS CALVO.
Pour l'Autriche	DEWÉZ.
Pour la Hongrie	GERVAY.
Pour la Belgique	{ J. VINCHENT. F. GIFE.
Pour le Brésil	VICOMTE D'ITAJUBA.
Pour le Danemark et les Colonies danoises	SCHOU.
Pour l'Égypte	A. CAILLARD.
Pour l'Espagne et les Colonies espagnoles	{ G. CRUZADA VILLAAMIL. EMILIO C. DE NAVASQUÈS. LÉON SAY.
Pour la France	{ AD. COCHERY. A. BESNIER.
Pour les Colonies françaises	E. ROY.
Pour la Grande-Bretagne et diverses Colonies anglaises	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour l'Inde britannique	FRED. R. HOGG.
Pour le Canada	{ F. O. ADAMS. WM. JAS. PAGE. A. MACLEAN.
Pour la Grèce	{ N. P. DELYANNI. A. MANSOLAS.
Pour l'Italie	G. B. TANTESIO.
Pour le Japon	{ NAONOBOU SAMESHIMA. SAML. M. BRYAN.
Pour le Luxembourg	V. DE ROEBE.
Pour le Mexique	G. BARREDA.
Pour le Monténégro	DEWÉZ.
Pour la Norvège	CHR. HEFTY.
Pour les Pays-Bas et les Colonies néerlandaises	{ HOFSTEDE BARON SWEERTS DE LANDAS- WYBORGH.
Pour le Pérou	JUAN M. DE GOYENECHÉ.
Pour la Perse	
Pour le Portugal et les Colonies portugaises	{ GUELHERMENO AUGUSTO DE BARROS.
Pour la Roumanie	C. F. ROBESCO.
Pour la Russie	{ BARON VELHO. GEORGES POGGENPOHL.
Pour le Salvador	J. M. TORRES-CAICEDO.
Pour la Serbie	MLADEN F. RADOYCOVITCH.
Pour la Suède	WM. ROOS.
Pour la Suisse	{ DR. KERN. ED. HÖHN.
Pour la Turquie	B. COUYOUMGIAN.

ANNEXES.



ANNEXES.

II. DÉPÊCHES CLOSÉS.

Bureau d'origine.	Bureau de destination.	Nombre des dépêches closes.	Observations.

L'employé du bureau d'échange expéditeur,

L'employé du bureau d'échange destinataire,

ANNEXES.

Postal Administration
of _____.

A.

Correspondence with the Office
of _____.

LETTER-BILL.

(Stamp of dispatching office.)

(Stamp of receiving office.)

○
Mail (— * Envoi) from the exchange office of — for the exchange office of —.
Departure of —, 187—, at — o'clock.
Arrival of —, 187—, at — o'clock.

I. REGISTERED ARTICLES.

Numbers of order.	Stamp of origin.	Names of the addressees and places of destination, or registered numbers of the offices of origin.	Observations.
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			

OFFICIAL REGISTRATIONS.

ANNEXES.

II. CLOSED MAILS.

Office of origin.	Office of destination.	Number of closed mails.	Observations.

Clerk of dispatching exchange office:

Clerk of receiving exchange office:

ANNEXES.

Administration des Postes
à

B.

Correspondance avec l'Office
à

Timbre du bureau expéditeur.

Timbre du bureau destinataire.

BULLETIN DE VÉRIFICATION

pour la rectification et la constatation des erreurs et irrégularités de toute nature reconnues dans la dépêche
du bureau d'échange à par le bureau d'échange à

• expédition du 187, à h. m. du

ERREURS OU IRRÉGULARITÉS DIVERSES.				
(Manque de la dépêche, manque d'objets recommandés ou de la feuille d'avis, dépêche spoliée, lacérée ou en mauvais état, etc.)				
ERREURS DE COMPTE DANS LA STATISTIQUE.				
Numéros distinctifs des tableaux erronés.	Désignation des correspondances ou dépêches sur lesquelles porte l'erreur.	Déclaration du bureau d'échange expéditeur.	Vérification du bureau d'échange destinataire.	Causes de la rectification.

A, le 187.
Les employés du bureau d'échange destinataire,

A, le 187.
Vu et accepté:
Le chef du bureau d'échange expéditeur,

ANNEXES.

Postal Administration
of _____

B.

Correspondence with the
Office of _____

(Stamp of dispatching office.)

(Stamp of receiving office.)



BULLETIN OF VERIFICATION

for the correction and the statement of the errors and irregularities of all kinds discovered in the mail from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.

Dispatch of the _____, 187-, at _____ o'clock.

ERRORS OR VARIOUS IRREGULARITIES.

(Missing mail; missing registered articles, or letter-bill; robbed, torn, or injured mail, &c.)

ERRORS OF ACCOUNT IN THE STATISTICS.

Distinctive numbers of the erroneous tables.	Description of the correspondence, or mails, in which the error occurs.	Statement of the dispatching exchange office.	Verification of the receiving exchange office.	Causes of rectification.

At _____, the _____, 187-.
Clerks of the receiving exchange office

At _____, the _____, 187-.
Seen and accepted:
Chief of the dispatching exchange office

ANNEXES.

Administration des Postes
d

C.

TABLEAU

indiquant les conditions auxquelles peuvent être échangées à découvert, entre les Administrations de l'Union postale et l'Administration d , les lettres et les autres objets de correspondance originaires ou à destination des pays étrangers auxquels cette dernière Administration sert d'intermédiaire.

ANNEXES.

Postal Administration
of

TABLE

showing the conditions under which there may be exchanged in open mails, between the Administrations of the Postal Union and the Administration of ———, letters and other articles of correspondence originating in or addressed to the foreign countries to which the latter Administration serves as intermediary.

ANNEXES.

Office expéditeur :

D.

Office destinataire réexpéditeur :

TRANSIT À DÉCOUVERT.

(Dans le ressort de l'Union.)

Tableau indiquant les prix de transit pour les correspondances transmises à découvert par l'office des postes d _____ à l'office des postes d _____

1	2	Prix de transit par kilogramme.			6	
		3	4			5
Numéros d'ordre.	Pays de destination ou de sortie.	Letters et cartes-postales.	Autres objets.		Pour le parcours par	Observations.
		c.	fr.	c.		

ANNEXES.

Dispatching Office

D.

Receiving reforwarding Office

TRANSIT IN OPEN MAIL.

(Within the limits of the Union.)

TABLE

showing the rates of transit for the correspondence transmitted in open mail by the post-offices of —
the post-office of —.

Numbers of order. 1	Country of destination or of egress. 2	Rate of transit per kilogram.				Observations. 6
		Letters and post-cards. 3		Other articles. 4		
		Fr.	C.	Fr.	C.	
5	For the transit through.				6	

ANNEXES.

Office expéditeur :

E.

Office destinataire réexpéditeur :

TRANSIT À DÉCOUVERT.

Dépêche du bureau d'échange d _____ pour le bureau d'échange d _____ expédite le 187, à
h. m. du

I. TRANSIT DANS L'UNION À LA CHARGE DE L'OFFICE EXPÉDITEUR.

(Correspondances de toute nature de l'Union pour l'Union, et correspondances de l'Union pour les pays étrangers et vice versa.)

Numéros d'ordre.	Pays de destination ou de sortie.	Prix de transit par kilogr.				Déclaration du bureau d'échange expéditeur.		Vérification du bureau d'échange destinataire.	
		Lettres et cartes-postales.		Autres objets.		Lettres et cartes-postales.	Autres objets.	Lettres et cartes-postales.	Autres objets.
		fr.	c.	fr.	c.	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.

II. PORT ÉTRANGER À LA CHARGE DE L'OFFICE EXPÉDITEUR.

Correspondances affranchies pour les pays étrangers à l'Union.)

	Déclaration du bureau d'échange expéditeur.		Vérification du bureau d'échange destinataire.	
	fr.	c.	fr.	c.
Montant total des taxes étrangères..				

III. PORT ÉTRANGER À LA CHARGE DE L'OFFICE DESTINATAIRE.

(Correspondances non affranchies provenant des pays étrangers à l'Union y compris les correspondances réexpédiées et rebuées.)

	Déclaration du bureau d'échange expéditeur.		Vérification du bureau d'échange destinataire.	
	fr.	c.	fr.	c.
Montant total des taxes étrangères..				

ANNEXES.

Dispatching office

E.

Receiving reforwarding office

OPEN MAIL TRANSIT.

MAIL

from the exchange office of — for the exchange office of —. Sent the —, 187—, at — o'clock.

I. TRANSIT IN THE UNION AT THE CHARGE OF THE DISPATCHING OFFICE.

(Correspondence of every kind from the Union for the Union, and correspondence from the Union for foreign countries, and vice versa.)

Numbers of order.	Country of destination or of egress.	Rate of transit per kilogram.				Statement of the dispatching exchange office.		Verification of the receiving exchange office.	
		Letters and post-cards.		Other articles.		Letters and post-cards.	Other articles.	Letters and post-cards.	Other articles.
		Fr.	C.	Fr.	C.	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.

II. FOREIGN POSTAGE AT THE CHARGE OF THE DISPATCHING OFFICE.

(Prepaid correspondence for countries foreign to the Union.)

	Statement of the dispatching exchange office.		Verification of the receiving exchange office.	
	Fr.	C.	Fr.	C.
Total amount of foreign charges.				

III. FOREIGN POSTAGE AT THE CHARGE OF THE RECEIVING OFFICE.

(Unpaid correspondence from countries foreign to the Union, including the reforwarded and undelivered correspondence.)

	Statement of the dispatching exchange office.		Verification of the receiving exchange office.	
	Fr.	C.	Fr.	C.
Total amount of foreign charges.				

ANNEXES.

Office expéditeur :

F.

Office destinataire

TRANSIT EN DÉPÊCHES CLOSES.

Dépêches du bureau d'échange d _____ pour le bureau d'échange d _____ expédiées par l'intermédiaire d _____

Dates.	PREMIÈRE DÉPÊCHE du bureau d'échange d _____ pour le bureau d'échange d _____		DEUXIÈME DÉPÊCHE du bureau d'échange d _____ pour le bureau d'échange d _____		TROISIÈME DÉPÊCHE du bureau d'échange d _____ pour le bureau d'échange d _____	
	Poids net.		Poids net.		Poids net.	
	Lettres et cartes-pos- tales.	Autres objets.	Lettres et cartes-pos- tales.	Autres objets.	Lettres et cartes-pos- tales.	Autres objets.
	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.	Grammes.
Totaux.....						

A _____, le 187 .
Le chef du bureau d'échange destinataire,

A _____, le 187 .
Vu et accepté :
Le chef du bureau d'échange expéditeur,

ANNEXES.

Dispatching office

F.

Receiving office

TRANSIT IN CLOSED MAILS.

MAILS

from the exchange office of _____ for the exchange office of _____, sent through the intermediary of _____.

Dates.	FIRST MAIL		SECOND MAIL		THIRD MAIL	
	from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.		from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.		from the exchange office of _____ for the exchange office of _____.	
	Net weight.		Net weight.		Net weight.	
	Letters and post-cards.	Other articles.	Letters and post-cards.	Other articles.	Letters and post-cards.	Other articles.
	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.	Grams.
Totals.....						

At _____, the _____, 187-
Chief of the receiving exchange office,

At _____, the _____, 187-
Seen and accepted:
Chief of the dispatching exchange office,

ANNEXES.

Administration des Postes
à

G.

Bureau
à

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR L'EXPÉDITEUR, EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.	
Demandes.	Réponses.
Quelle était l'adresse de l'envoi?	
Quelle est l'adresse exacte du destinataire?	
L'envoi était-il très-volumineux?	
Que renfermait-il? (signalement aussi exact et complet que possible.)	
Était-il affranchi?	
Dans le cas de l'affirmative, quelle était la valeur des timbres-poste y apposés?	
L'affranchissement a-t-il été opéré par les soins d'un agent des postes?	
Date et heure du dépôt à la poste.	
Le dépôt a-t-il eu lieu au guichet ou à la boîte? Dans ce dernier cas, à quelle boîte?	
Le dépôt a-t-il été effectué par l'expéditeur lui-même ou par un tiers? Dans ce dernier cas, par quelle personne?	
Nom et domicile de l'expéditeur.	
<p>N. B.—En cas de recherches fructueuses, à qui, de l'expéditeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé?</p>	

ANNEXES.

Administration des Postes
à

G.

Bureau
à

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR PAR LE DESTINATAIRE, EN CAS DE RÉCLAMATION D'UN OBJET DE CORRESPONDANCE ORDINAIRE NON PARVENU.	
Demandes.	Réponses.
<p>L'envoi est-il parvenu entre les mains du destinataire?</p> <p>Les correspondances sont-elles d'ordinaire retirées au bureau de poste ou distribuées à domicile?</p> <p>A qui sont-elles confiées dans le premier cas?</p> <p>Dans le second, sont-elles remises directement au destinataire ou à une personne attachée à son service; ou bien encore, sont-elles déposées dans une boîte particulière?—Le cas échéant, cette boîte est-elle bien fermée et régulièrement levée?</p> <p>La perte de correspondances s'est-elle déjà produite souvent, et, dans le cas de l'affirmative, indiquer d'où provenaient les correspondances perdues.</p> <p>Nom et domicile du destinataire.</p>	
<p>N. B.—En cas de recherches fructueuses, à qui, de l'envoyeur ou du destinataire, doit-on faire parvenir l'envoi réclamé?</p>	

ANNEXES.

Postal Administration
of _____

G.

Office
of _____

PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE SENDER IN CASE OF A CLAIM FOR AN ORDINARY ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.

Questions.	Answers.
<p>How was the article addressed ?</p> <p>What is the exact address of the addressee ?</p> <p>Was the article very large ?</p> <p>What did it contain ? (Give details as exact and complete as possible.)</p> <p>Was it prepaid ?</p> <p>If so, what was the value of the postage-stamps affixed ?</p> <p>Was the prepayment made through a postal official ?</p> <p>Date and hour of mailing.</p> <p>Was it mailed at the office or the box ? In the latter case, which box ?</p> <p>Was it mailed by the sender himself or by some other person ? In the latter case, by whom ?</p> <p>Name and residence of sender.</p>	
<p>N. B.—In case of successful inquiry, to whom—the sender or the addressee—should the article be returned ?</p>	

ANNEXES.

Postal Administration
of _____.

G.

Office
of _____.

PARTICULARS TO BE FURNISHED BY THE ADDRESSEE IN CASE OF CLAIM FOR AN ORDINARY ARTICLE OF CORRESPONDENCE WHICH HAS NOT ARRIVED.

Questions.	Answers.
<p>Did the article come into the hands of the addressee?</p> <p>Is the correspondence usually taken at the post-office or delivered at the house?</p> <p>In the first case, to whom is it intrusted?</p> <p>In the second, is it delivered directly to the addressee or to a person in his service; or is it deposited in a special box? If so, is the box well fastened and regularly opened?</p> <p>Has correspondence often been lost? And if so, mention whence the lost correspondence has come.</p> <p>Name and residence of the addressee.</p> <p>N. B.—In case of successful inquiry, to whom—the sender or the addressee—should the article be returned?</p>	